# QUESTIONS ACTUELLES DU COMMUNISME

#### SOMMAIRE

- 5. Nous avons fait mouche
- 6. Notre programme une arme pour le combat
- 8. Projet de programme du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)
- Conférence de Lisbonne sur la menace impérialiste russe Unir tout ce qui peut être uni contre l'ennemi principal
- 21. La solidarité de l'Europe et de l'Afrique un pas important vers l'union contre le social-impérialisme
- 23. Le parti proclamé par Jurquet ni «marxiste-léniniste» ni «unique»
- 30. Football et politique antichinoise ou l'Argentine et L'Humanité Rouge
- 33. La contestation pseudo-révolutionnaire des centrales nucléaires
- 37. Le «PCF» de mai 1968 à mars 1978 La continuité d'une politique au service du social-impérialisme

REVUE THEORIQUE ET POLITIQUE DE L'ORGANISATION POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE DE FRANCE (MARXISTE-LENINISTE)

PRIX: 5 F JUILLET 1978 N.°3

# QUESTIONS ACTUELLES DU COMMUNISME

REVUE THEORIQUE ET POLITIQUE DE L'ORGANISATION POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE DE FRANCE (MARXISTE-LENINISTE)

PRIX: 5 F

JUILLET 1978

Nº3

#### «QUESTIONS ACTUELLES DU COMMUNISME» Publication bimestrielle Directeur de publication: Didier Racine

Adresse: 49, rue Sébastien Mercier – 75015 PARIS

Imprimerie spéciale Q.A.C.

### **Sommaire**

- 5. Nous avons fait mouche
- 6. Notre programme une arme pour le combat
- 8. Projet de programme du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)
- 15. Conférence de Lisbonne sur la menace impérialiste russe Unir tout ce qui peut être uni contre l'ennemi principal
- 21. La solidarité de l'Europe et de l'Afrique un pas important vers l'union contre le social-impérialisme
- 23. Le parti proclamé par Jurquet ni «marxiste-léniniste» ni «unique»
- 30. Football et politique antichinoise ou l'Argentine et L'Humanité Rouge
- 33. La contestation pseudo-révolutionnaire des centrales nucléaires
- 37. Le «PCF» de mai 1968 à mars 1978 La continuité d'une politique au service du social-impérialisme

## Nous avons fait mouche

Dans les deux premiers numéros de Questions actuelles du communisme, nous avons critiqué les «théories» trotskystes Jurquet et Cie. «Sommité européenne» du marxisme-léninisme par autoproclamation, Jurquet n'était pas habitué à être démasqué. Et il a accusé le coup. Malgré ses considérations dédaigneuses sur notre «petitesse» (est-ce que monsieur le «dialecticien» Jurquet ne sait pas que tout ce qui est grand a commencé par être petit?), le soi-disant «PCMLF» a déjà été obligé de nous citer plusieurs fois... en plus des agressions physiques venant des gorilles de Jurquet dont furent victimes les rédacteurs de notre revue.

Nous nous sommes efforcés de faire une critique sérieuse, conforme au marxisme-léninisme, des positions du soidisant «PCMLF», pro-théorie-des-troismondes en paroles, mais pro-albanaises en réalité. Et le résultat, c'est que Jurquet et sa bande sont devenus hystériques. Nous sommes satisfaits, tout d'abord, d'avoir atteint notre cible. Mais ce n'est qu'un début. Que Jurquet et C. ié attendent un peu, pour voir comme il est facile de démonter leurs «théories» aberrantes sur la Deuxième Guerre mondiale, leurs élucubrations hippies en matière d'énergie nucléaire, leur «respect» pour les principes quand il s'agit «d'unité» des «marxistes-léninistes», etc., etc.

Jurquet le «marxiste-léniniste» et sa bande ne sont qu'un grand bluff. Aujourd'hui, les communistes qui commencent à s'en rendre compte sont déjà nombreux. Demain, ils le seront encore plus si la critique des positions trotskystes de Jurquet se poursuit de manière sérieuse et régulière. C'est ce que nous nous proposons de faire.

# Notre programme — une arme pour le combat

Questions actuelles du communisme publie dans son numéro trois le projet de programme du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste), le programme de l'ORPCF (m-l).

Dans les conditions actuelles, dans lesquelles le social-impérialisme est à l'offensive, il est urgent qu'apparaissent et agissent des forces authentiquement marxistes-léninistes.

Les nuages qui s'amoncellent à l'Est de l'Europe annoncent de grandes tempêtes. La classe ouvrière et son avant-garde peuvent et doivent v jouer un rôle décisif, en combattant et isolant le social-impérialisme et ses agents. Pour le prolétariat des pays du second monde, cela représenterait un échec de ne pas intervenir de façon indépendante dans cette gigantesque bataille, de laisser la bourgeoisie diriger la lutte contre le social-impérialisme, cela nuirait à la cause de la révolution. C'est maintenant que se prépare cette bataille. Il est indispensable que, dès maintenant, les vrais communistes agissent dans cette direction et s'unissent pour combattre dans ce but.

D'autant plus que les théories superrévolutionnaires largement diffusées dans le mouvement se réclamant du marxismeléninisme — ce dont le «PCMLF» et son principal dirigeant portent la responsabilité principale — entraînent à toute vitesse ce mouvement dans la voie du trotskysme, dans le sillage du parti révisionniste. Déjà, on voit se développer des alliances directes au contenu antichinois, des actions communes au bénéfice du social-impérialisme, le dénominateur commun de cette pratique étant l'opposition constante à la théorie des trois mondes.

La passivité, l'attentisme et l'opportunisme dans la lutte contre cette ligne révisionniste et trotskyste ont déjà provoqué de cuisants échecs et un net recul des idées marxistes-léninistes. Le succès de la «rectification» au sein du «PCMLF». c'est-à-dire de la liquidation des positions justes du 11e Congrès de ce parti, a été rendu possible par cet attentisme. Il est indispensable de mener dès maintenant une lutte courageuse et ferme, sans concessions, contre ces positions trotskystes. Dans cette perspective, la nécessité d'un programme marxiste-léniniste, d'un projet de programme du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste) est donc impé-

En traçant entre le trotskysme dominant et le marxisme-léninisme une nette ligne de démarcation, démarcation d'avec le révisionnisme moderne dont les opportunistes n'ont jamais su se dégager; en définissant dans les conditions concrètes de la lutte de classes en France et dans le monde, la voie de la révolution dans notre pays et en fixant l'orientation générale de l'action; en favorisant l'union et le regroupement, dans cette lutte et sur ces bases, des communistes et révolutionnaires, le programme sera le principal instrument de la reconstitution du Parti Communiste.

Aucune force marxiste-léniniste authentique ne peut effectivement se développer, avoir une action réelle contre le social-impérialisme et une influence dans la vie politique actuelle et future, sans s'engager dès maintenant dans la lutte contre lui à tous les niveaux.

C'est là une des leçons que nous devons tirer de la faillite de L'Humanité Rouge: sans lutter contre le révisionnisme, sans s'engager effectivement dans la vie politique, il ne peut ni apparaître, ni se développer de parti marxiste-léniniste apte à exprimer les positions de la classe ouvrière, à en défendre les intérêts, idéologiquement dégagé du révisionnisme.

Mettre en oeuvre cette politique communiste dès maintenant, développer une action unie et organisée dans cette direction est la tâche impérative de tout communiste pour unir les amis et combattre et vaincre les ennemis. C'est cette voie que s'efforce de dégager l'ORPCF(m-l), notamment en s'étant engagée publiquement et nettement pour les élections législatives, en ayant participé activement à l'organisation en France de la Conférence de Lisbonne sur la menace impérialiste russe qui s'est tenue du 20 au 23 mai 1978. Le succès de la Conférence a révélé le progrès de ces idées dans le mouvement communiste en Europe et souligné l'importance politique des responsabilités que peuvent et doivent prendre les partis marxistes-léninistes dans la lutte actuelle contre le social-impérialisme.

Mais constater la progression des idées justes ne suffit pas. Il faut, dès maintenant, prendre en mains les tâches de construction du Parti Communiste, en les liant aux tâches politiques qu'implique la lutte contre l'ennemi principal. Tel est le devoir des vrais communistes.

# Projet de programme du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)

#### INTRODUCTION

Depuis la destruction du Parti Communiste Français par les révisionnistes modernes, conséquence directe du triomphe du révisionnisme au sein du PCUS après la mort de Staline, les communistes français se trouvent confrontés au problème de la reconstruction du Parti Communiste, l'état-major du prolétariat sans lequel il lui est impossible de faire la révolution. Cette tâche continue à être la tâche principale et urgente des communistes français.

Au cours des dix dernières années, le mouvement qui se réclame du marxisme-léninisme n'a jamais réussi à mener à bien cette tâche. Continuellement dominé par le révisionnisme et par le trotskysme, tombant dans le gauchisme le plus étroit, ce mouvement n'est jamais arrivé à s'engager dans la vie politique du pays en arrachant la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne. Il est toujours resté isolé et en marge.

La dénonciation récente des théories super-révolutionnaires des scissionnistes de Tirana, courant révisionniste trotskyste dans le mouvement communiste international, a démontré que, incapables de se démarquer clairement du révisionnisme et de définir une politique marxiste conforme à la réalité de la lutte de classes à l'heure actuelle, les organisations se réclamant du marxisme-léninisme sont plongées jusqu'au cou dans l'opportunisme et servent objectivement le social-impérialisme russe, ennemi principal des peuples du monde. Jamais elles ne pourront doter la classe ouvrière du parti dont elle a besoin.

L'ORPCF(m-I) s'est donné cette tâche.

Le programme de l'ORPCF(m-I), en se démarquant nettement et résolument du révisionnisme et du trotskysme, établit les bases théoriques et politiques de la reconstitution du Parti Communiste de France et constitue son projet de programme.

Le projet de programme est un bref exposé des objectifs que le Parti veut atteindre. S'appuyant sur les principes généraux du marxisme, il définit l'objectif final des communistes, l'étape actuelle de la révolution et les tâches immédiates du Parti. Le projet de programme définit la situation internationale et la situation nationale, la stratégie et la tactique des communistes.

La tâche de reconstitution du Parti Communiste se développe dans une situation complexe de la lutte de classes. Le projet de programme indique que la politique du Parti doit prendre comme axe de la lutte nationale et démocratique le travail communiste au sein du prolétariat afin de mener à bien la reconstitution de son détachement d'avant-garde, seule manière de sauvegarder les intérêts de classe propres au prolétariat.

#### I - LA VOIE OUVERTE PAR LA REVOLUTION D'OCTOBRE

La Révolution d'Octobre marque, dans l'histoire universelle, un virage radical opéré par l'humanité, du vieux monde capitaliste vers le nouveau monde socialiste. Elle a inauguré l'époque des révolutions prolétariennes dans les pays impérialistes et l'époque des révolutions anti-impérialistes de libération nationale dans les pays opprimés. En établissant des liens entre ces deux luttes, la Révolution d'Octobre a jeté les bases d'un large front révolutionnaire de lutte contre l'impérialisme.

La création de l'Union soviétique de Lénine et Staline a indiqué la voie à suivre pour l'instauration du socialisme: le renversement de la dictature de la bourgeoisie par la révolution socialiste et l'instauration de la dictature du prolétariat. La création de l'Union soviétique constitua une grande victoire pour la classe ouvrière et tous les peuples opprimés du monde.

Cependant, le coup d'Etat contre-révolutionnaire de Khrouchtchev, après la mort de Staline, et l'installation du révisionnisme au sein du Parti de Lénine allaient constituer un sérieux revers pour le mouvement ouvrier et la révolution mondiale.

L'Etat de dictature du prolétariat fut détruit et transformé en un Etat de dictature fasciste de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique révisionniste. Le socialisme fut détruit, le capitalisme restauré et l'URSS transformée en une superpuissance sociale-impérialiste visant l'hégémonie mondiale, en plus grand fauteur de guerre du monde et en nouvel ennemi numéro un des peuples. Le camp socialiste fut détruit. Le mouvement communiste international fut désorganisé et la presque totalité des partis communistes transformés en officines révisionnistes dévouées et soumises aux intérêts du social-impérialisme.

Voici quelques unes des conséquences de la tragédie qu'a été la prise du pouvoir par les révisionnistes russes.

Ce fut le Parti Communiste de Chine, sous la direction de Mao Zedong, qui brandit le drapeau du marxisme, impulsant dans le mouvement communiste international la lutte contre cette trahison.

Tirant les leçons de la trahison révisionniste, Mao Zedong avança la théorie marxiste de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, dirigea la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Il a transformé la Chine en bastion de la révolution mondiale, comme l'était l'Union soviétique de Lénine et Staline.

Avec la théorie des trois mondes, Mao Zedong a avancé la grande théorie de la lutte de classes à notre époque. Mao Zedong, à la suite de Marx, Engels, Lénine et Staline, s'est affirmé comme un classique du marxisme, comme le plus grand marxiste de notre époque, comme l'un des grands dirigeants du prolétariat mondial et des peuples opprimés du monde entier.

A la suite de la grande lutte contre le révisionnisme commencée par le Parti Communiste de Chine, de nouveaux détachements communistes sont nés dans de nombreux pays, dans des conditions extrêmement complexes. Le mouvement communiste international a commencé sa réorganisation sur des bases vraiment marxistes-léninistes.

Les révisionnistes ne pourront pas empêcher le triomphe de la voie ouverte par la Révolution d'Octobre.

#### II - LA NOUVELLE ETAPE DE LA REVOLUTION MONDIALE

Au cours des dernières années, le monde a subi de profonds changements. Le développement des diverses contradictions fondamentales qui le divisent a profondément changé les rapports entre les forces politiques mondiales, mettant le prolétariat

mondial face à une situation nouvelle complexe et à de nouvelles tâches, qu'il doit résoudre pour faire avancer la révolution mondiale.

Avec l'aiguisement des contradictions entre les deux superpuissances, le danger augmente de voir éclater une nouvelle guerre mondiale. La lutte des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale s'étend aujourd'hui à tous les points du globe, étant la cause principale des conflits et des guerres. L'Europe se trouve actuellement au centre de la rivalité entre les deux superpuissances.

Cependant, le rapport de forces entre les deux superpuissances s'est modifié profondément au cours des dernières années en faveur du social-impérialisme russe.

A cause du développement de la lutte des peuples et pays du tiers monde contre le colonialisme, l'impérialisme, l'hégémonisme, l'impérialisme américain a subi de sérieuses défaites et sa crise politique et économique n'a pas cessé de s'aggraver. L'impérialisme américain qui était devenu, dans la période d'après-guerre, l'ennemi numéro un des peuples du monde, se trouve aujourd'hui en déclin. Cherchant à tout prix à maintenir ses positions hégémoniques, il se trouve aujourd'hui sur la défensive face à l'expansion sociale-impérialiste.

A cause du développement inégal de l'impérialisme, la transformation socialeimpérialiste de l'URSS s'est accomplie. Apparue après les Etats-Unis, elle est aujourd'hui la superpuissance la plus agressive. Dévorée d'ambition, elle exige un nouveau partage du monde, elle a pris l'offensive sur le plan stratégique et accélère son expansion. Etant donné le retard économique qui le sépare encore de l'impérialisme américain, le social-impérialisme augmente colossalement son pouvoir militaire; il se prépare fébrilement pour la guerre, intervenant déjà en de très nombreuses régions du globe.

Le social-impérialisme russe est devenu l'ennemi principal des peuples du monde entier, le plus grand fauteur de guerre de notre époque. La contradiction qui oppose les peuples, pays et nations du monde entier au social-impérialisme russe est devenue la contradiction principale du monde contemporain, celle qui détermine le développement de toutes les autres.

Abattre le social-impérialisme russe, principal bastion de la réaction mondiale, et vaincre l'hégémonisme, telle est la nouvelle étape de la révolution mondiale, sans laquelle elle ne pourra pas avancer.

Etablir un large front mondial contre le social-impérialisme russe, comprenant tous les peuples, pays et nations, est la stratégie qui permettra à l'humanité de se libérer de la menace que font peser sur elle les nouveaux tsars du Kremlin.

- Renforcer l'union des peuples et pays du tiers monde, force motrice de la révolution mondiale; renforcer l'union des peuples et pays du second monde;

 renforcer l'union, sur un pied d'égalité, des peuples et pays du second et du tiers monde contre l'hégémonisme et la politique de guerre du social-impérialisme;

- renforcer l'union des peuples, pays et nations du monde entier contre le socialimpérialisme et sa politique de guerre,

telles sont les tâches du prolétariat international et des peuples du monde dans cette étape de la révolution mondiale, pour faire reculer la guerre d'agression préparée par le social-impérialisme, pour le vaincre et préparer ainsi les conditions pour l'écroulement du système impérialiste, la victoire de la révolution mondiale.

#### III - LA REVOLUTION EN FRANCE

La France est un pays impérialiste du second monde. Il y a plus d'un siècle que le mouvement ouvrier lutte pour renverser la bourgeoisie, détruire ce système d'exploitation et instaurer le socialisme.

Le Parti Communiste de France (marxiste-léniniste) est l'héritier de cette lutte

révolutionnaire, de ces glorieuses traditions. Il est l'héritier de la lutte de la Commune contre l'occupation prussienne et la trahison nationale, de la glorieuse lutte antifasciste et de la guerre nationale contre l'agression hitlérienne.

L'objectif final du Parti est le communisme, l'abolition complète des classes, en

passant par sa phase inférieure, la société socialiste.

Aujourd'hui, un nouvel obstacle se dresse sur la voie de la révolution socialiste. Cet obstacle est le social-impérialisme russe qui, par ses folles ambitions hégémoniques sur l'Europe, prépare fébrilement une guerre d'agression qui menace directement l'indépendance, la souveraineté et l'existence même de la nation, mettant ainsi en cause les intérêts immédiats et fondamentaux du prolétariat et du peuple français; le social-impérialisme qui, en menaçant la démocratie, porte ainsi atteinte au prolétariat dans ses possibilités même d'émancipation.

La contradiction principale en France est actuellement celle qui oppose le socialimpérialisme à la nation. Toutes les autres contradictions internes de la société française, y compris celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, à l'exception de la bourgeoisie bureaucratique aux ordres du social-impérialisme russe, sont devenues des contradictions secondaires. Dans la situation actuelle, le prolétariat n'est pas le seul qui ait intérêt à la défense de l'indépendance nationale et de la démocratie, mais chaque groupe et couche de la bourgeoisie qui voit sa position dans la société et jusqu'à sa propre existence menacées par le social-impérialisme russe et qui lutte donc pour sa propre survie, y a aussi intérêt.

La bourgeoisie bureaucratique révisionniste est le seul secteur de la bourgeoisie dont les intérêts se confondent avec ceux du social-impérialisme russe. Cette bourgeoisie, apparue avec la prise du pouvoir des révisionnistes au sein du PCF, n'a aucun sentiment national et est aujourd'hui directement contrôlée par le social-impérialisme russe. Elle est fondamentalement constituée par des éléments venus de la petite bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière, de la bureaucratie des divers appareils révisionnistes — parti, syndicats, organisations diverses —, par des techniciens et des intellectuels corrompus. Elle possède déjà un raisonnable pouvoir économique dans la société capitaliste.

Le parti révisionniste de Marchais, expression politique de cette bourgeoisie capitaliste bureaucratique, est l'agent en France du social-impérialisme russe, est un parti social-fasciste.

Le parti révisionniste, en fonction du plan stratégique du social-impérialisme, cherche à affaiblir, à déstabiliser le pays et à miner toute velléité de résistance à une agression. Sur le plan national, il tente de démobiliser les masses, de corrompre la jeunesse en propageant le pacifisme, en utilisant la démagogie sociale et l'intimidation politique; en manipulant le mouvement de masses par l'intermédiaire des syndicats et de diverses organisations qu'il contrôle; en s'infiltrant dans l'appareil d'Etat, dans les municipalités, dans les Forces armées, dans l'appareil économique et idéologique; en agissant, au moyen de pressions et de manoeuvres politiques, sur les partis démocratiques qu'il cherche à entraîner dans son orbite; en utilisant les groupuscules trotskystes qui l'entourent comme éclaireurs de «gauche». Sur le plan international, le parti révisionniste s'efforce de rompre l'unité européenne, notamment l'unité franco-allemande, de briser le front des pays du second monde et du tiers monde, et d'isoler l'Europe des Etats-Unis d'Amérique. Il veut désarmer et endormir le pays avec la rengaine de la prétendue «détente internationale».

La bourgeoisie bureaucratique révisionniste et son parti social-fasciste constituent le camp de la contre-révolution, des traîtres à la Patrie, et elle est l'ennemi juré du prolétariat et de tout le peuple français.

La bourgeoisie nationale, qui détient le pouvoir politique et économique, prend progressivement conscience, et résiste à des degrés divers à la menace sociale-impérialiste. Elle combat, avec plus ou moins de lucidité, son agent en

France et contribue ainsi à la défense de l'indépendance et de la démocratie.

Malgré cela, aveuglée par l'idéologie de la «détente» largement utilisée par
Brejney, la bourgeoisie nationale pratique parfois une politique d'apaisement par
rapport au social-impérialisme, que celui-ci met à profit pour étendre son expansion.

A cause de sa propre position, la bourgeoisie nationale peut difficilement trouver un soutien important et mobiliser les masses contre le social-impérialisme. Telle est aussi la cause de la faiblesse de sa lutte contre lui, à base de tendances à la conciliation et d'entente avec le social-impérialisme et son agent social-fasciste qui se manifestent en son sein, notamment dans sa fraction sociale-démocrate. La bourgeoisie nationale se trouve d'autre part divisée par des contradictions entre ses différents secteurs rivaux et ses intérêts contradictoires. Certains de ces secteurs, par anticommunisme ou à cause d'étroites conceptions partisanes, divisent le front des forces sociales et politiques opposées au social-impérialisme et à ses agents, s'opposent à l'Union européenne et font ainsi dangereusement le jeu de l'ennemi principal des peuples.

Parmi les forces de la bourgeoisie capables de lutter pour l'indépendance nationale et la démocratie, il faut également compter la petite bourgeoisie urbaine et rurale qui, bien qu'elles soient soumises à des influences très contradictoires, notamment celle du révisionnisme, constituent potentiellement une force hostile à la politique de guerre du social-impérialisme et au social-fascisme du parti révisionniste.

Le prolétariat se trouve aujourd'hui profondément divisé et désorganisé à cause de la trahison révisionniste. Une grande partie du prolétariat se trouve sous l'influence du révisionnisme et est utilisée comme troupe de choc par les agents du social-impérialisme. Cependant, de larges fractions commencent à percevoir la menace impérialiste russe et le caractère antidémocratique du parti révisionniste, et à s'y opposer. Dans cette situation, la possibilité que le prolétariat conquière directement le pouvoir, impulsant alors la lutte cont e le social-impérialisme russe, n'a rien à voir avec la réalité de la lutte de classes aujourd'hui en France.

Dans l'actuel rapport de forces au niveau mondial et en France, l'objectif principal du prolétariat est d'unir autour de lui le semi-prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale en un large front national et démocratique afin d'abattre le social-impérialisme russe et ses agents en France.

L'actuelle étape de la révolution est donc l'étape nationale et démocratique, qui ouvrira la voie à la révolution socialiste.

#### IV - ORGANISER UN LARGE FRONT UNI DE TOUTES LES FORCES NATIONALES ET DEMOCRATIQUES CONTRE LE SOCIAL-IMPERIALISME RUSSE ET SES AGENTS

Dans cette étape de la révolution, la révolution nationale et démocratique, le Parti cherche à établir une alliance entre le prolétariat et les divers secteurs de la bourgeoisie nationale et démocratique, en vue de combattre et de vaincre la grande bourgeoisie sociale-impérialiste russe et ses laquais dans notre pays. Cette alliance de classes contre d'autres classes plus dangereuses est la forme que prend la lutte de classes dans les circonstances actuelles. Le front uni est l'expression de cette alliance de classes, sans laquelle la lutte pour l'indépendance nationale et la démocratie ne pourrait pas se développer ni être menée avec succès. Ni le prolétariat ni la bourgeoisie ne réunissent les conditions pour développer isolément la lutte contre le social-impérialisme et ses agents.

Afin de mener à bien la lutte pour la défense de l'indépendance nationale et des libertés démocratiques de la classe ouvrière et, en même temps, de sauvegarder les intérêts de classe propres du prolétariat, le Parti pratique une politique d'unité et de lutte avec la bourgeoisie et une politique d'indépendance idéologique et politique du prolétariat au sein du front uni.

Combattre les tendances à la capitulation et à la conciliation avec l'ennemi, les illusions sur son caractère et sur la politique d'apaisement de la part de la bourgeoisie nationale;

combattre les tendances à la division des forces en lutte, notamment les activités antipopulaires et l'anticommunisme obstiné de certaines couches de la bourgeoisie, et la tendance à faire passer les contradictions entre groupes rivaux de la bourgeoisie avant les intérêts supérieurs de la lutte nationale et démocratique;

combattre les tentatives et les manoeuvres de la bourgeoisie pour utiliser le Parti et le prolétariat selon ses propres intérêts exclusifs au détriment des intérêts du front uni national:

combattre pour une politique de progrès social, en luttant contre la politique de faire supporter par les masses le poids exclusif de la lutte anti-sociale-impérialiste et, simultanément, se mettre à la tête des revendications politiques et économiques du prolétariat et des autres classes travailleuses, qui sont subordonnées aux nécessités de la lutte nationale, de manière à ce qu'elles n'amènent pas la rupture du front uni avec la bourgeoisie;

s'opposer, le cas échéant, à la mise en marge du front uni du prolétariat par la bourgeoisie:

continuer à divulguer, auprès du prolétariat et du peuple, les idées du marxismeléninisme, de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat, montrer aux masses la nature de la bourgeoisie, les contradictions du capitalisme et de l'impérialisme et leur montrer la voie à suivre pour la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme,

tels sont les principes que le PCF(m-I), parti du prolétariat et du socialisme scientifique, doit appliquer afin de garder son indépendance de classe, son autonomie, sa liberté d'action et son entière liberté de critique.

Le Parti doit s'engager fermement dans la lutte pour l'indépendance nationale et la démocratie, encourager, prendre l'initiative et prendre la tête des luttes contre l'ennemi commun, formuler de justes mots d'ordre, établir des relations franches et loyales avec ses alliés et se montrer exemplaire dans la lutte.

#### V - LE CONTENU DE L'ETAPE ACTUELLE DE LA REVOLUTION

La défense de l'indépendance nationale et de la démocratie et la lutte pour le progrès social, objectifs du prolétariat dans l'étape actuelle de la révolution, exigent que la politique agressive du social-impérialisme, sa politique de préparation à la guerre, soient combattues dans tous les domaines et sur tous les fronts, et que soient prises des mesures adéquates pour faire échouer ses plans et préparer la nation à résister à une agression.

Le Parti combat fermement toutes les illusions sur la «détente» ou le caractère «pacifique» du social-impérialisme et en dénonce la réelle politique agressive et de préparation de la guerre. Le Parti condamne la politique visant à «satisfaire» les ambitions sociales-impérialistes au moyen de concessions et considère qu'il faut répondre avec fermeté à toute pression, manoeuvre ou agression des nouveaux tsars contre notre pays.

Le Parti défend le renforcement de la défense nationale, l'organisation et la préparation politique, militaire, économique et morale du pays à une guerre défensive contre le social-impérialisme. Cela exige que soient combattues l'influence du parti social-fasciste et ses activités de subversion dans les Forces armées. Cela exige que soit développée leur capacité de combat par le renforcement de leurs moyens matériels et humains et par le développement de leur esprit patriotique et démocratique. Cela exige encore que soient détectés et

expulsés tous les espions du social-impérialisme agissant sur le territoire national.

Le Parti défend l'application d'une politique extérieure d'unité et de coopération avec les pays et peuples du monde afin d'isoler et de vaincre la politique expansionniste du social-impérialisme. Il faut renforcer, élargir et faire progresser l'unité de l'Europe dans tous les domaines, notamment celui de l'organisation d'une défense européenne commune. Il faut que la France s'engage dans la voie de l'unité avec les peuples et pays du tiers monde, sur la base de l'égalité et du respect mutuel pour l'indépendance et la souveraineté et, abandonnant toute prétention ou dessein impérialiste, manifeste une solidarité active envers leur lutte contre les pressions, l'ingérence et l'agression du social-impérialisme russe, soutienne leur lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme et pour un nouvel ordre économique mondial. Il faut s'unir, dans l'intérêt commun de la défense de l'Europe face à une agression du social-impérialisme, avec les Etats-Unis d'Amérique, en même temps que l'on combat et dénonce leurs pressions et leur politique hégémoniste.

Le Parti défend l'édification d'une économie nationale forte et indépendante, capable d'assurer le bien-être du peuple et l'indépendance du pays. L'amélioration des conditions de vie du peuple par la mise en pratique d'une véritable politique de progrès social est essentielle pour désarmer la démagogie revendicative des agents du social-impérialisme qui récupèrent les légitimes aspirations des masses et, en même temps, pour permettre de mobiliser les travailleurs pour le front national et démocratique. Il faut combattre les efforts des forces sociales-impérialistes pour prendre le contrôle des appareils productifs. Le Parti considère qu'il est nécessaire de rompre avec la politique de «coopération économique» et de concession de prêts à l'URSS, ce qui offre à son industrie de guerre les capitaux et la technologie dont elle a besoin pour accélérer sa préparation à la guerre.

Le Parti considère la lutte dans le domaine de la culture, de l'éducation et de l'information comme une composante essentielle de la lutte pour l'indépendance et la démocratie. Il faut développer une culture patriotique et démocratique et former les techniciens qualifiés et compétents indispensables sur les divers fronts de lutte. Les moyens d'information de l'Etat doivent dénoncer efficacement la menace que représente le social-impérialisme pour l'indépendance nationale et la démocratie et donc, en expulser tous les agents du social-impérialisme. Il faut combattre la dictature et le terrorisme intellectuel exercés par les sociaux-fascistes dans le domaine de la culture et de l'éducation, critiquer la culture décadente, antinationale et antidémocratique diffusée par les intellectuels corrompus et les «avant-gardistes» révisionnistes, et combattre l'intoxication massive et la désinformation de la presse multiforme dirigée par les sociaux-fascistes. Le Parti considère qu'il est nécessaire de rompre avec la politique «d'échanges culturels» avec le social-impérialisme qui cautionne la dictature sociale-fasciste exercée par les nouveaux tsars du Kremlin sur les peuples de l'Union soviétique.

Ennemi numéro un des peuples du monde, agresseur sans scrupules des peuples, le social-impérialisme marche sur les traces du fascisme hitlérien. Comme lui, il déclenchera tôt ou tard une nouvelle guerre et subira la même défaite, car les peuples du monde se dresseront contre lui et sauront le combattre avec détermination.

Le Parti Communiste de France (marxiste-léniniste), sachant lier la vérité universelle du marxisme à la réalité concrète de la lutte de classes en France et luttant sans craindre les sacrifices, pourra guider et unir le prolétariat et le peuple français à travers les grandes luttes historiques de la révolution jusqu'à la victoire finale — l'établissement d'une société sans classes, la société communiste.

# Unir tout ce qui peut être uni contre l'ennemi principal

L'ORPCF (m-l) a participé à la Conférence de Lisbonne qui s'est tenue du 20 au 23 mai 1978 et a activement travaillé à sa préparation en France.

Cette Conférence, née de l'initiative du Parti Communiste de Portugal (marxisteléniniste), du Parti Socialiste, du Parti du Centre Démocratique et Social et du Parti Social-Démocrate portugais, a été la première initiative européenne de résistance à l'expansion impérialiste russe réunissant, indépendamment de leurs conceptions idéologiques, les principaux courants démocratiques européens désireux de s'y opposer.

Outre la participation de marxistesléninistes du Portugal, d'Espagne, d'Italie, de Grèce, de Turquie, d'Allemagne, de Belgique, de France et d'Angleterre, cette conférence a vu la participation active de personnalités de la CDU allemande, de la Démocratie Chrétienne italienne, de l'UCD espagnole, de l'UDF - représentée par son vice-orésident, M. Jean-Marie Daillet -, du CDS français en la personne de M. Raymond Dronne, membre honoraire du Parlement et ancien Président de la Commission de la Défense et des Forces armées de l'Assemblée nationale, et des principaux partis démocratiques portugais. Des représentants de mouvements de libération, de pays, d'organisations démocratiques d'Afrique y ont participé en tant qu'observateurs, et leurs interventions ont animé un débat particulièrement important sur les relations Europe-Afrique.

L'impact de cette conférence, l'unité qui s'est dégagée et forgée à cette occasion, ainsi que d'autres résultats très positifs, connus par ailleurs, confirment pleinement que:

- 1) l'idée de résister au social-impérialisme, par la mise en garde face au danger qu'il représente, par la critique de l'esprit munichois d'abandon, par la réalisation de l'union de toutes les forces pouvant être unies dans ce combat, est une idée neuve, forte, qui se développera en Europe;
- 2) l'exclusion de ce combat de forces politiques et sociales qui peuvent y être associées est une grave erreur: exclure du front la bourgeoisie nationale qui peut y être associée, et, au lieu de cela, la combattre, conduit à se priver d'un allié important, à s'isoler et à se condamner rapidement à l'impuissance; inversement, exclure les communistes du front uni conduit à priver celui-ci d'une force que craint beaucoup le social-impérialisme pour sa combativité, ses capacités organisationnelles et sa force idéologique;
- 3) entre ces diverses forces, il est parfaitement possible de conclure des accords acceptables par tous et de faire progresser la lutte unie contre le social-impérialisme, à condition de bannir les points de vue unilatéraux qui s'opposent à une réelle union contre le social-impérialisme, notamment l'anticommunisme obstiné et le gauchisme stérile.

En ouvrant des perspectives concrètes au développement d'une résistance plus

ferme et plus efficace en Europe, notamment par la décision de réunir d'ici à 1980 une nouvelle conférence et de créer un centre de documentation européen, la Conférence a été une importante contribution au renforcement du front uni contre le social-impérialisme.

Nous publions ici les interventions de Didier Racine, membre de la direction de l'ORPCF (m-l), d'Héduino Gomes (Vilar), secrétaire général du PCP (m-l), et la Résolution finale de la Conférence.

# INTERVENTION DE DIDIER RACINE MEMBRE DE LA DIRECTION DE L'ORPCF(M-L)

La France a connu, à l'occasion des élections de mars 1978, un tournant important dans sa vie politique; ce changement est directement lié au problème qui nous préoccupe actuellement, à savoir la montée d'une puissance impérialiste menaçante à l'Est. Il est donc riche d'enseignements d'en tirer toutes les conséquences et de voir clair dans cette situation.

Les dernières années, en France, avaient été placées sous le signe manifeste des élections de mars 1978 et de la montée, enregistrée dans les sondages ou les élections cantonales et municipales, de la coalition dirigée par le parti de Marchais. La vie politique était entièrement dominée par cette lutte et l'accession possible de cette coalition au gouvernement.

Survenant alors que le social-impérialisme renforce sa pression militaire sur et autour de l'Europe et sa pénétration politique sur les voies de communication de celle-ci, l'accession du parti de Marchais au gouvernement aurait donné, à l'Ouest de l'Europe, sur l'Atlantique, la Mer du Nord et la Méditerranée, un point d'appui au social-impérialisme que l'on pouvait imaginer être solide; elle aurait menacé directement l'unité et l'existence même d'une Europe unie. Cette profonde modification politique n'aurait pas manqué de provoquer en France un processus de social-fascisation et une large déstabilisation en Afrique.

C'est pour ces raisons que nous, marxistes-léninistes, avions appelé à voter pour la majorité, notamment pour ses composantes pro-européennes et favorables à une politique d'ouverture.

Le succès de la majorité en mars 1978, conséquence directe de l'attaque délibérément provoquée par le parti de Marchais

contre le Parti Socialiste, a profondément modifié la situation politique en France:

- au sein de la coalition dominée par Marchais, le Programme commun de gouvernement est bruyamment rejeté et le Parti Socialiste, sans cependant rompre avec sa politique d'alliance avec le parti social-fasciste, reprend une certaine autonomie:
- une vive hostilité à l'égard du parti pro-soviétique se développe au sein des masses, qui s'interrogent sur les raisons de la volte-face de Marchais, et se reflète en une opposition assez vigoureuse dans ce parti même:
- dans la majorité rééquilibrée, se développent les facteurs pouvant conduire à une politique d'ouverture, c'est-à-dire d'union des forces nationales et démocratiques et donc, à terme, à l'isolement du parti pro-soviétique.

En provoquant le conflit avec le Parti Socialiste, en lui imposant cette épreuve de force pendant la campagne, le parti de Marchais a délibérément repoussé à plus tard ses possibilités d'accéder au gouvernement.

Il déclencha, à six mois du scrutin, une gigantesque offensive contre son propre allié; elle était fondée sur un vaste chantage au désistement, sur l'intimidation politique et sur des thèmes servant de repoussoirs tels que: «Il y aura des ministres communistes au gouvernement». Cela ne pouvait avoir qu'une conséquence et donc qu'un but: en s'efforçant de briser l'ascension du Parti Socialiste et en rééquilibrant les forces au sein de la coalition, repousser à plus tard son accession au gouvernement. Une telle politique est extrêmement instructive et révélatrice de la position réelle du parti de Marchais.

Engager trop tôt ses forces au gouvernement, alors que les conditions politiques intérieures sont incertaines et que les conditions internationales (préparation du social-impérialisme en Europe) ne sont pas réunies, c'est provoquer un échec de son plan stratégique de contrôle de l'Europe.

Le social-impérialisme, malgré son surarmement et le développement de son dispositif militaire, est en retard sur le plan économique; si cette faiblesse économique le pousse à développer son expansion par la force militaire, elle le freine aussi. S'engager actuellement dans un soutien économiquement ruineux et politiquement risqué pour une expérience de pouvoir du parti de Marchais en France aurait compromis sa position, annulé les bénéfices qu'il tire de la coopération économique avec l'Occident.

C'est ce que confirme Marchais dans son rapport du 28 avril 1978 en disant: «Notre stratégie ne vise pas à faire de notre parti l'instrument de la mise en place des conditions d'une alternance à l'anglaise ou à l'allemande dans laquelle il se perdrait lui-même. Il ne faut pas confondre le Parti communiste avec le Mouvement des Radicaux de gauche ou le CERES. Si le parti avait cédé à une telle sollicitation | s'accorder «à n'importe quel 'prix' avec le PS |, il aurait fait reculer durablement le mouvement démocratique et révolutionnaire. » Voilà donc une précision sur le caractère démocratique du parti de Marchais: l'alternance «à l'anglaise ou à l'allemande» n'est certes pas son objectif.

Retarder son arrivée au gouvernement restait dès lors la seule politique possible pour le parti de Marchais; celle-ci n'est d'ailleurs pas sans inconvénient pour lui. La défaite du Programme commun a créé en France des conditions propices à son isolement politique et à son écrasement.

Dans ces conditions, quelle politique faut-il suivre?

L'expansion soviétique pose et posera un problème majeur à l'Europe pour les prochaines années.

L'attitude du parti de Marchais confirme que les partis soi-disant euro communistes jouent en réalité un rôle de pions du social-impérialisme, cherchent à diviser l'Europe, déstabiliser les pays occidentaux et sont partie prenante dans sa stratégie.

Répondre au défi lancé à l'Europe par l'expansion soviétique, c'est promouvoir une politique d'union de toutes les forces nationales et démocratiques ayant intérêt à ce combat. La Conférence de Lisbonne, par la mobilisation de forces sociales et politiques diverses qu'elle représente, peut être un exemple de cette politique. Sans cette union, il n'est pas possible de mobiliser toutes les forces vives de la nation et le social-impérialisme peut les battre si elles sont divisées.

Nous soutenons la politique d'ouverture du Président Giscard d'Estaing, une telle politique pouvant permettre l'isolement du parti de Marchais et l'union des forces opposées au social-impérialisme.

Répondre au défi lancé à l'Europe par l'expansion soviétique, c'est aussi mener une lutte dans chacun des pays européens contre les agents de sa pénétration: il faut dénoncer les partis de Marchais, Berlinguer, Cunhal et Carrillo en tant que tels. En même temps, il faut lutter contre la conciliation de certaines forces politiques et sociales qui passent des alliances avec ces agents.

Les partis pro-sociaux-impérialistes ne sont ni de gauche ni révolutionnaires mais, au contraire, des partis de droite, des partis réactionnaires; il convient donc de dénoncer les étranges complexes de certains milieux européens quant à leur nature.

Le développement des contradictions au sein du Parti Socialiste en France à propos de l'alliance avec le parti social-fasciste de Marchais est un élément politique important actuellement, mais nous devons combattre la tendance qui consiste à faire seulement quelques critiques concernant sa stratégie d'alliance.

Isoler le parti de Marchais est une politique progressiste qui ne peut isoler les partis démocratiques, s'ils ont le courage de mener une politique juste pour l'indépendance, la démocratie et le progrès social.

Répondre au défi que pose l'expansion de l'impérialisme soviétique exige enfin

que soient combattues les tendances à la division des forces ayant intérêt à ce front.

Il faut combattre l'anticommunisme obstiné de certains milieux opposés au social-impérialisme car les communistes authentiques sont mobilisés et fermement engagés dans le combat contre cet impérialisme. De plus, des campagnes anticommunistes provoquent l'hostilité des masses, divisent les forces démocratiques. Le social-impérialisme acquérant par là une

image trompeuse, en tire toujours profit.

Il faut critiquer la tendance qui consiste à faire supporter exclusivement par les masses les sacrifices nécessaires à la lutte pour l'indépendance nationale; il faut promouvoir une politique de progrès social au service de l'indépendance.

Telles sont les conditions pour une mobilisation réelle de toutes les forces nationales pour la défense de l'indépendance et de la démocratie contre le social-impérialisme.

# THESES D'HEDUINO GOMES (VILAR) SECRETAIRE GENERAL DU PCP(M-L)

1 – Notre objectif stratégique est d'abattre le plus grand ennemi de l'Humanité de nos jours et le principal fauteur de querre, le social-impérialisme russe. Le social-impérialisme russe est une force sournoise qui se cache derrière des paroles pacifistes pendant qu'elle prépare la guerre, qui se déclare défensive alors qu'elle aspire à l'hégémonie mondiale, qui parle d'internationalisme alors qu'elle pratique l'impérialisme, qui parle de démocratie alors qu'elle impose le fascisme. Le social-impérialisme russe est la superpuissance qui a pris l'initiative stratégique, et est ainsi devenu l'ennemi le plus dangereux des peuples du monde entier.

2 — Répondre à l'agression du socialimpérialisme russe ne peut être l'oeuvre de tel ou tel pays isolé, de telle ou telle force. Il faut unir tous les pays, toutes les classes, toutes les forces qui aspirent à l'indépendance et à la liberté en un large front uni mondial.

3 — La lutte contre le social-impériafisme russe n'est pas seulement une lutte militaire. Elle est aussi une lutte des masses populaires contre leur ennemi principal. Or, il arrive que de larges secteurs des masses populaires, particulièrement dans les pays d'Europe méridionale, sont trompés par les agents du social-impérialisme russe. Ce sont précisément les vrais communistes qui se trouvent dans les meilleures conditions pour arracher ces secteurs des masses populaires à l'influence du social-impérialisme. Ecarter les communistes du front uni contre le socialimpérialisme russe serait abandonner à l'ennemi une grande partie des masses populaires qu'il influence.

4 - La lutte contre le social-impérialisme russe n'est pas seulement une lutte militaire et de masses. C'est aussi une lutte idéologique contre la démagogie «internationaliste» et «socialiste» du nouvel Hitler, Breinev. A cette démagogie, il faut opposer la défense de l'indépendance des nations et des libertés démocratiques. Toutefois, ce sont les vrais communistes, avec leur vitalité idéologique, qui arrivent le plus facilement à démonter la démagogie sociale-impérialiste. Ecarter les communistes du front uni contre le socialimpérialisme russe serait priver le front de l'élément que le social-impérialisme redoute le plus dans le domaine de la lutte idéologique.

5 — La lutte contre le social-impérialisme russe ne peut pas être menée de manière spontanée. Face à un ennemi puissant et ayant des forces hautement centralisées, il faut agir de manière organisée. La capacité d'organisation déjà démontrée par les vrais communistes doit être pleinement mise à profit par le camp démocratique qui verra ainsi ses ressources humaines augmenter considérablement et sa capacité d'action se renforcer. Ecarter les communistes du front uni contre le socialimpérialisme russe serait priver le front d'hommes et de femmes qui, par leur capacité d'action, peuvent indiscutablement apporter une contribution décisive à la victoire de la cause commune.

6 - La lutte contre le social-impérialisme russe n'est pas une lutte facile ni une lutte-éclair. C'est une lutte ardue et prolongée qui exige des forces démocratiques une grande combativité et une grande persévérance. Dans le camp démocratique, les véritables communistes ont déià donné des preuves manifestes de combativité et de persévérance dans la lutte contre le social-impérialisme russe, sans déserter ni perdre courage dans les moments de plus grande difficulté, et au contraire, en se placant en première ligne du combat. Ecarter les communistes du front uni contre le social-impérialisme serait priver le front d'un des secteurs les plus combatifs du camp démocratique.

7 – La participation des communistes et non communistes au front uni contre le social-impérialisme doit se faire sur la base du respect mutuel. Il est possible d'arriver à des plates-formes acceptables par toutes les parties qui ont intérêt à la résistance contre la menace et l'agression du social-impérialisme russe. Ces plates-formes doivent être recherchées systématiquement et avec persévérance de manière à satisfaire toutes les parties et ainsi élargir le plus possible le front uni. Des points de vue, des formulations et des objectifs unilatéraux doivent être rigoureusement bannis de manière à satisfaire toutes les

parties et à mobiliser toutes les forces. Tenter d'imposer des points de vue, des formulations et des objectifs unilatéraux ne fait que diviser le camp des forces démocratiques, rendant ainsi un grand service à l'ennemi.

8 – La constitution d'un large front uni mondial, comprenant les communistes, contre le social-impérialisme russe est imposée par le moment historique que nous vivons, est la manière de contenir les appétits du social-impérialisme russe et de faire échec à ses plans de guerres locales actuelles et de guerre mondiale. C'est une illusion complète de penser qu'on peut neutraliser le social-impérialisme russe en échange de quelques concessions: le social-impérialisme russe est un loup insatiable et plus il dévore de victimes, plus son appétit grandit. Munich en est la preuve.

9 — Vaincre une superpuissance qui dispose de moyens colossaux, de légions d'agents dans tous les pays procédant en actions coordonnées n'est pas une tâche facile. La grandeur de la tâche exige que toutes les parties qui forment le camp démocratique définissent clairement comme leur objectif numéro un d'abattre le pire ennemi de l'Humanité de nos jours, exige que les actions du camp démocratique soient également coordonnées, exige une coopération étroite entre les parties qui constituent le camp démocratique.

#### RESOLUTION FINALE DE LA CONFERENCE DE LISBONNE SUR LA MENACE IMPERIALISTE RUSSE

1 — De nombreux éléments montrent que l'impérialisme russe prépare une guerre d'agression contre l'Europe occidentale dans le but de conquérir l'hégémonie mondiale. L'impérialisme russe, la force la plus agressive de nos jours essaie d'écarter l'influence américaine en Europe et dans le monde entier et de procéder à une nouvelle division d'influences. L'impérialisme russe constitue pour les pays et les peuples européens la plus grande menace à l'heure actuelle.

2 – Pour faire face à la menace de l'impérialisme russe, les pays de l'Europe

occidentale doivent s'unir et coopérer dans divers domaines en développant les moyens qui leur permettent une affirmation autonome croissante. Unité et indépendance doivent être des piliers d'une édification européenne capable de résister à la puissance de l'impérialisme russe, de s'opposer à l'hégémonisme et à tout esprit d'abandon. L'unité européenne doit se faire sur la base de l'égalité et des avantages réciproques, ne doit pas se limiter aux pays les plus riches et les plus puissants mais comprendre également les plus petits et les plus faibles. Dans ce sens, l'élargisse-

ment de la Communauté européenne est important. Au centre de l'Europe, l'impérialisme russe maintient la division artificielle du peuple allemand et opprime dix-sept millions d'habitants dans la partie orientale du pays. La volonté du peuple allemand d'être réuni dans un Etat unifié. indépendant et démocratique est un facteur non négligeable de la résistance à la menace impérialiste russe.

Les pays de l'Europe doivent s'unir dans leur action aux peuples des autres continents, notamment du tiers monde, sur un pied d'égalité, sur la base du respect de la souveraineté et d'avantages mutuels. La Conférence reconnaît la nécessité de l'unité entre toutes les forces nationales et démocratiques sur la base de la liberté pour tout le peuple, en prenant en compte les particularités de chaque pays, pour faire échec au plan stratégique de l'impérialisme russe.

3 - La lutte pour les libertés démocratiques et pour leur défense dans les pays d'Europe est un facteur d'importance vitale pour l'opposition efficace à la menace de l'impérialisme russe, sans lequel la mobilisation de tout le peuple dans la lutte pour l'indépendance nationale n'est pas possible.

Les peuples et pays européens doivent coordonner leurs énergies dans la lutte contre le terrorisme. Les peuples européens doivent isoler le terrorisme, démasquer ceux qui l'organisent et ceux qui en bénéficient.

La lutte pour défendre les conquêtes des travailleurs est un facteur important dans la lutte contre l'impérialisme russe et ses agences à l'étranger dont la politique se fonde sur la répression et la démagogie.

4 - La politique économique des pays européens, d'unité, d'indépendance et de résistance à la menace impérialiste russe doit tenter de ne pas favoriser le développement de la machine de guerre de l'URSS et ne pas contribuer à colmater les brèches inhérentes à l'économie de guerre.

5 - II faut alerter les peuples d'Europe contre les manoeuvres de désinformation qui visent à ouvrir les portes idéologiques aux tanks de l'impérialisme russe. La tâche de fournir aux peuples européens une information correcte, de démasquer l'impérialisme russe et de diffuser la lutte contre les nouveaux tsars du Kremlin. s'impose.

6 - Les peuples et pays européens doivent apporter leur soutien énergique à la lutte pour la libération et l'indépendance nationale des peuples du monde, en particulier à la lutte contre l'impérialisme russe qu'affrontent, notamment en ce moment, les pays et peuples africains tout comme les peuples de l'Europe orientale et de l'URSS. Cette Conférence n'est pas dirigée contre le peuple russe, mais seulement contre les dirigeants de l'actuel empire russe. Le peuple russe est la première victime des actuels dirigeants de Moscou.

7 - L'unité atteinte à l'occasion de la réalisation de la Conférence de Lisbonne sur la menace impérialiste russe doit être pleinement exploitée par les forces nationales et démocratiques, dont l'action concertée sera d'autant plus nécessaire à mesure que grandit la menace de l'impérialisme russe.

Dans ce sens, un centre de documentation européen devra être créé, ayant pour objectifs de faire connaître les activités contre l'impérialisme russe de chaque force participante et en général des forces nationales et démocratiques dans leurs pays; de faire des études sur des thèmes se rapportant à l'impérialisme russe; de dénoncer les crimes de l'impérialisme russe, sa pénétration militaire, politique, économique et culturelle, les manoeuvres et le terrorisme du KGB; de lancer des initiatives contre l'impérialisme russe.

Dans ce sens, une seconde conférence devra être aussi organisée dans une autre capitale européenne, d'ici la fin de 1980, l'évolution de la situation pouvant par ailleurs nous obliger à prendre, entretemps, d'autres initiatives.

Lisbonne, le 23 mai 1978

# La solidarité de l'Europe et de l'Afrique — un pas important vers l'union contre le social-impérialisme

Dans leur lutte pour l'indépendance et le développement les pays africains se heurtent, comme tous les pays du tiers monde, aux structures économiques et politiques d'un ordre international dominé par les deux superpuissances. Depuis quelques années, ils sont l'objet d'une nouvelle menace: l'agression de grande envergure que le social-impérialisme développe à un rythme soutenu sur tout le continent.

La mainmise sur l'Angola et l'Ethiopie, l'infiltration dans les mouvements de libération nationale d'Afrique australe préparant de nouvelles Angola, les coups d'Etat au Soudan, l'incitation à la guerre fratricide au Sahara occidental, les agressions successives contre le Zaïre, sont les composantes les plus visibles de l'action du social-impérialisme pour dominer l'Afrique.

Le social-impérialisme est devenu l'ennemi numéro un des peuples et pays d'Afrique, leur pire agresseur. Il est actuellement l'obstacle principal à leur émanci-

pation et à leur développement.

«Qui tient l'Afrique, tient l'Europe», disait Lénine. Tenir l'Afrique, en effet, c'est couper les voies de communication de l'Europe, bloquer son approvisionnement en matières premières. L'offensive actuelle du social-impérialisme sur l'Afrique s'intègre parfaitement dans sa stratégie pour atteindre l'hégémonie mondiale et de préparation de la guerre: elle est une étape fondamentale pour asphyxier puis dominer l'Europe.

Les peuples de l'Europe, qui ont eu suffisamment à souffrir du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale, savent ce qui leur en a coûté de ne pas réagir, alors qu'il en était encore temps, aux agressions successives d'Hitler. Ils connaissent le prix de la politique de Munich, - en 1936 la République Espagnole, en 1938 la Tchécoslovaquie -, cette lâcheté aveugle devant la bête nazie insatiable, dans l'espoir de l'apaiser et d'en obtenir des concessions.

Ils savent qu'actuellement, abandonner sans réagir le continent africain au nouvel Hitler, Brejney, loin de l'apaiser, ne fera qu'aiguiser son appétit et l'inciter à progresser encore plus loin dans la voie de la

C'est pourquoi la politique d'aide économique, militaire et politique pratiquée par des pays européens - dont la France - envers les pays africains menacés est une politique juste, progressiste et qu'il faut soutenir en tant que telle.

C'est pourquoi il faut dénoncer la politique munichoise d'abandon du Zaïre et de non-intervention prônée en France par le PS, dont la politique - se résumant à demander la convocation d'une Conférence mondiale pour la paix - est calquée sur celle des Chamberlain et Daladier d'avant la Seconde Guerre mondiale.

C'est pourquoi il faut condamner les campagnes du parti de Marchais contre la prétendue «aventure coloniale giscardienne», campagnes évidemment orchestrées par Moscou, ainsi que la confusion

entretenue par la soi-disant extrêmegauche trotskyste de tout poil, mettant tout le monde dans le même sac, mettant sur le même plan l'agression hitlérienne des russo-cubains et l'intervention française qui renforce le camp des forces en lutte contre cette agression.

Dans ce tapage L'Humanité Rouge joue un rôle des plus sournois: faire mine de s'opposer au social-impérialisme tout en condamnant «le double jeu de Giscard». Dans son communiqué du 5 juin 1978, à la veille de la Conférence des cinq pays occidentaux sur le Zaïre, le Bureau Politique du soi-disant «PCMLF» trouve le moven de passer complètement sous silence le soutien européen à la lutte des peuples africains, notamment zairois, contre le social-impérialisme, et de mettre sur le même pied l'action des troupes cubaines et françaises en Afrique. Cela a toujours été la caractéristique de ce «PCMLF» révisionniste de se flatter d'être anti-social-impérialiste et, finalement, de se ranger dans son camp quand il s'agit de prendre concrètement position, autrement que du bout des lèvres. Ca l'est encore. quoique les professions de foi «anti-sociales-impérialistes» de Jurquet et ses acolytes soient de plus en plus molles, Quand on est comme cul et chemise (COBA oblige) avec des organisations qui descendent dans la rue pour manifester «contre la sale guerre en Afrique» et dont les journaux titrent «Pas un sou, pas un homme, pas une arme pour Mobutu»1, cela implique quelques concessions au social-impérialisme. Chacun a les alliances qu'il mé-

L'établissement de justes rapports entre l'Europe et l'Afrique présente une importance stratégique considérable, pour faire échec aux plans du social-impérialisme.

Au cours de la lutte contre l'impérialisme japonais, Mao Zedong lança un appel au peuple chinois, lui disant qu'il fallait «autant que possible, se lier, en vue d'une lutte commune contre l'impérialisme japonais, avec les pays impérialistes désireux actuellement de maintenir la paix et de s'opposer à de nouvelles guerres d'agression»<sup>2</sup>.

Dans le cadre de la lutte contre les deux superpuissances et plus particulièrement contre le social-impérialisme, les peuples et pays du tiers monde doivent considérer les pays du second monde désireux de s'opposer à de nouvelles agressions et de maintenir la paix comme des alliés — peu sûrs, fluctuants, aux positions souvent ambigües, certes, mais comme des alliés contre l'ennemi principal.

Dans cette perspective, dans le but de renforcer la lutte contre le social-impérialisme, le prolétariat et le peuple français doivent soutenir la lutte des peuples et pays africains pour exiger du gouvernement français la conclusion et une meilleure application d'accords égalitaires avec les pays d'Afrique, ces accords devant leur permettre une utilisation plus efficace de leurs ressources; c'est là une condition indispensable de la lutte contre le socialimpérialisme. Sans le développement d'une économie indépendante répondant aux besoins des peuples et aux conditions de développement des pays africains, il ne peut v avoir de base solide à la résistance contre le social-impérialisme. Le prolétariat et le peuple français doivent soutenir la lutte des communistes et des peuples africains pour obtenir et développer les libertés démocratiques dans leurs pays, qui sont une condition essentielle de la lutte contre le social-impérialisme: sans base populaire, sans base de masse, aucun régime ne peut résister durablement à la subversion de cet impérialisme si dangereux. Sans appui populaire, les régimes africains dépendent dans leur sécurité d'une aide extérieure qui peut fournir des prétextes au social-impérialisme pour développer ses activités: l'exemple du Zaire est à cet égard significatif. Enfin, le prolétariat et le peuple français doivent soutenir les luttes des peuples et pays du tiers monde pour un nouvel ordre économique international.

Vingt-huit mille voix, c'est tout ce que les candidats communs du «Programme commun» super-révolutionnaire des «deux partis marxistes-léninistes en France» sont arrivés à obtenir au cours des dernières élections législatives. Malgré cela, c'est un Jurquet triomphant qui, tout de suite après, tentait de nous convaincre que ces 28 000 voix constituaient une grande victoire de «l'unité» des «marxistes-léninistes» pour leur première lutte électorale. Il nous disait même que si les candidats «avaient été présents dans la France entière, c'est plus de 100 000 travailleurs, on peut l'affirmer valablement, qui auraient voté pour eux»1; que si 28 000 voix est un nombre «qui reste modeste bien sûr»2, c'est parce que les travailleurs immigrés ne peuvent pas voter, parce que les «marxistes-léninistes» se sont présentés «sous un sigle nouveau, inconnu auparavant» 3 et par-dessus tout, parce que les élections sont bourgeoises et parce que le terrain des marxistes-léninistes «c'est celui des luttes»; enfin, que ces 28 000 voix vous font venir l'eau à la bouche tant elles ouvrent de bonnes perspectives au «grand parti marxiste-léniniste unique»... Mais, en réalité, ce nombre de

28 000 n'est pas seulement «modeste», c'est une véritable honte. D'ailleurs, Jurquet lui-même en était conscient, obligé qu'il était, au lendemain de sa «victoire», de confesser que 28 000 voix ne représentent pas une force réelle mais plutôt un potentiel pour l'action.

Après dix ans d'existence en régime de démocratie bourgeoise, que signifient en réalité 28 000 voix, du point de vue du développement organique, pour un parti (ou plutôt, deux) comme celui de Jurquet qui revendique constamment pour lui la direction de grandes luttes de masses? Que signifient en réalité 28 000 voix, du point de vue de l'influence politique, pour un parti (ou plutôt, deux) qui, comme celui de Jurquet, se vante aux quatre coins du globe de publier un «quotidien communiste»?

En réalité, après dix ans, 28 000 voix signifient que, tant du point de vue du développement organique que de celui de l'influence politique, le taux de croissance du parti dirigé par Jurquet tend ridiculement vers zéro. En réalité, on peut dire que ces 28 000 voix sont ni plus, ni moins, que ce qu'il aurait pu obtenir il y a cinq, ou même dix ans.

22

Le parti proclamé par Jurquet ni «marxiste-leniniste», ni «unique»

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Titre du n.º 650 de Rouge, du 14 mai 1978.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Mao Zedong, «Les tâches du Parti communiste chinois dans la période de résistance au Japon», *Oeuvres choisies*, tome 1, p. 296, Beijing, 1976.

 $<sup>^1 \</sup>mbox{\ensuremath{\,^{\circ}}}$  Un potentiel pour l'action», article paru dans le n.° 27, du 16 mars 1978, de  $\it L'Humanit\'e\,Rouge$  bimensuel, p. 8.

<sup>21</sup>dem

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Commentaire sur les résultats électoraux de l'UOPDP paru dans le n.º 27 de *L'Humanité Rouge* bimensuel, p. 7.

Ces 28 000 voix démontrent de manière éclatante que tant qu'existera en France un parti «marxiste-léniniste», même «unique», dirigé par Jurquet, il sera touiours une espèce de «corridor» à deux portes: l'une pour l'entrée, l'autre pour la sortie. Ceux qui y entrent le font dans l'espoir de trouver le vrai parti communiste. Pendant le temps qu'ils passent dans le «corridor», en stage, ils découvrent finalement un parti opportuniste, et finissent par sortir par l'autre porte: les uns complètement décus par la politique, les autres par le marxisme-léninisme puisqu'ils prennent ce parti pour un parti marxiste-léniniste. «Fatiguer» les militants qui rentrent dans son parti, détruire leur confiance dans le marxisme-léninisme, telle est effectivement un des objectifs concrets de l'escroc révisionniste Jurquet. Maintenant, pour servir encore mieux le social-impérialisme russe. Jurquet a agrandi son «corridor». Voulant doubler son parti de «stagiaires», il s'est offert «le parti marxiste-léniniste unique». Seulement, ce parti, dirigé par Jurquet, ne sera iamais ni «marxiste-léniniste», ni «unique». Et pourquoi?

## Parce qu'il s'oppose à la thèse des trois mondes

Le «parti marxiste-léniniste unique» de Jurquet ne sera jamais un parti marxiste-léniniste parce qu'il s'oppose au marxisme-léninisme, et notamment aujourd'hui à la thèse de Mao Zedong sur les trois mondes. Cette opposition, qui était déjà évidente dans la pratique depuis pas mal de temps s'est aussi révélée dans la théorie, en particulier depuis la consécration d'un programme trotskyste super-révolutionnaire, dans le fond identique à celui des révisionnistes albanais, au 111e Congrès du «PCMLF».

La thèse des trois mondes est aujourd'hui une pierre de touche qui permet de distinguer les vrais marxistes-léninistes des faux. Un vrai parti marxiste-léniniste, non seulement reconnaît la validité universelle de l'analyse scientifique marxiste de la situation politique mondiale sur laquelle repose la thèse des trois mondes, et par conséquent la soutient et la défend des attaques des révisionnistes russes et albanais, mais il l'applique, dans la pratique, aux conditions de son propre pays.

Or, en prétendant que la contradiction principale aujourd'hui en France est celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie et que l'étape de la révolution est socialiste. Jurquet s'oppose à la thèse des trois mondes qui, au contraire, montre clairement que la contradiction principale dans les pays du second monde est celle qui oppose ces pays à l'hégémonisme, en particulier au social-impérialisme russe, qui menace directement de les envahir et de les annexer. Par conséquent, dans ces pays. l'étape de la révolution est nationale et démocratique - la lutte de classes v prend la forme d'une lutte du prolétariat en alliance avec la bourgeoisie nationale et les autres classes qui s'opposent au socialimpérialisme, pour l'indépendance nationale et la démocratie - et son objectif est d'abattre le social-impérialisme russe et ses valets. C'est le cas en France.

Dans le Rapport politique adopté par le Comité Central du PCMLF le 25 juin 1978 au «lyrisme» bien caractéristique. inimitable, la vérité nous est enfin révélée tout crûment. Voyons plutôt; «Cela dit. notre Parti réaffirme que nous n'accordons pas notre confiance à la bourgeoisie française. Des militants se réclamant du marxisme-léninisme, en proje au vertige de l'imagination, nous ont critiqués en termes antagonistes parce qu'ils attribuent à cette bourgeoisie le caractère de bourgeoisie nationale». Et de conclure, péremptoires: «Ces militants n'ont pas compris la théorie des trois mondes et confondent les bourgeoisies du second monde avec celles du tiers monde»4.

Finalement, la vérité leur est sortie de

la bouche: les «grands théoriciens» du «PCMLF» nient l'existence de la bourgeoisie nationale dans les pays du second monde. Pas mal pour ceux qui se disent les grands admirateurs et adeptes des thèses chinoises!

Niant la validité de la division scientifique des forces politiques à l'échelle mondiale faite par Mao Zedong, Jurquet fait chorus avec les révisionnistes albanais et les sociaux-impérialistes russes.

#### Parce qu'il s'oppose à la politique de front uni contre Marchais

Le «parti marxiste-léniniste unique» de Jurquet ne sera jamais un vrai parti marxiste-léniniste parce qu'il s'oppose à la politique d'alliances du prolétariat avec la bourgeoisie nationale et d'autres classes pour combattre le social-impérialisme russe et son agent en France, le parti social-fasciste de Marchais.

Jurquet justifie cette opposition d'une manière dogmatique simpliste, s'appuyant sur une analyse métaphysique, statique, de la situation internationale et nationale. sans tenir compte de leurs modifications. Pour lui, tant que la France sera un pays capitaliste, la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie est et sera toujours la contradiction principale de la société. Il n'accepte absolument pas l'idée que cette contradiction passe temporairement au second plan, comme cela arrive aujourd'hui face à la contradiction qui oppose la France au social-impérialisme russe, comme cela est arrivé hier face à la contradiction qui opposait la France au nazisme allemand. Peut-être arrive-t-il à admettre, sur un plan purement hypothétique, que cela puisse arriver le jour où la France sera envahie - comme si une contradiction avait besoin d'une date fixée pour se développer et se transformer en contradiction principale. Mais pour qu'il accepte cette hypothèse - exclue au départ parce que la querre, selon Jurquet, n'est pas imminente — il faudrait qu'on lui démontre que cette invasion n'est pas le résultat d'une guerre inter-impérialiste...

En fait, les contradictions n'évoluent pas selon nos désirs. Une analyse matérialiste dialectique de la situation internationale montre que la contradiction entre le social-impérialisme et les peuples du monde entier a évolué avec une extrême rapidité et qu'elle est, déjà aujourd'hui, la contradiction principale du monde actuel, celle qui détermine et influence toutes les autres. Le prolétariat de France, comme le prolétariat des autres pays, en particulier de ceux du second monde, ne peut pas rester les bras croisés à attendre que son ennemi principal envahisse son pays. Non seulement il doit se préparer dès maintenant à cette éventualité, mais encore il doit contribuer activement à la défaite de cet ennemi.

Dans ce contexte, l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie — qui ont aujourd'hui l'intérêt commun d'abattre l'ennemi commun sans que, pour cela, ils cessent d'être des classes antagoniques — est devenue une nécessité pratique, vitale. Les vrais marxistes-léninistes n'ont pas de complexes pour s'allier à un ennemi secondaire dans un front uni pour abattre leur ennemi principal.

La condamnation dogmatique par Jurquet de la politique marxiste de front uni avec la bourgeoisie nationale (allant jusqu'à nier l'existence même de celle-ci) contre Marchais et le social-impérialisme russe n'est finalement qu'une manière de justifier sa politique de front uni avec Marchais et le social-impérialisme russe contre la bourgeoisie nationale.

Pour ce qui est de l'alliance avec des classes autres que la bourgeoisie nationale contre le social-impérialisme, la politique de Jurquet et de ses acolytes est de rechercher l'alliance avec elles... mais pas contre le social-impérialisme et ses agents en France, contre la bourgeoisie nationale, mettant en avant les mêmes mots d'ordre que le parti de Marchais, cherchant par tous les moyens à détourner ces classes de la lutte contre l'ennemi principal, en bons trotskystes qu'ils sont!

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>Rapport politique adopté par le Comité Central du PCMLF le 25 juin 1978, paru dans le n.º 920, du 1<sup>er</sup> juillet 1978, de L'Humanité Rouge, p. 7.

#### Parce que, pour lui, le révisionnisme n'est pas la cible principale des communistes

Le «parti marxiste-léniniste unique» de Jurquet ne sera jamais un vrai parti marxiste-léniniste, parce que, pour lui, le révisionnisme moderne n'est pas la cible principale des coups des communistes.

Lénine a dit: «Une des conditions indispensables pour préparer la victoire du prolétariat, c'est la lutte longue et acharnée, la lutte implacable qu'il doit mener contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et autres influences et courants bourgeois analoques, qui sont inévitables étant donné que le prolétariat agit dans une ambiance capitaliste. Sans cette lutte, sans avoir d'abord remporté une victoire totale sur l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne saurait être question de la dictature du prolétariat.» 5

Le révisionnisme moderne est aujourd'hui la forme principale et la plus dangereuse d'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Avec la prise du pouvoir des révisionnistes khrouchtchéviens au sein du PCUS et la transformation de l'URSS socialiste en une superpuissance socialeimpérialiste, le révisionnisme moderne. d'idéologie de trahison de classe, idéologie de la bourgeoisie au sein du prolétariat qu'il était, est devenu une idéologie de trahison nationale, l'idéologie de la grande bourgeoisie monopoliste russe au sein du prolétariat. Le révisionnisme moderne s'appuie sur l'existence d'un Etat socialfasciste, l'URSS, et représente ses intérêts et ambitions. Les partis révisionnistes deviennent alors des agents du socialimpérialisme russe, des cinquièmes colonnes dont la mission est de préparer les conditions pour sa progression expansionniste.

Pour les communistes, cet aspect est le principal de la nature du révisionnisme moderne, l'aspect déterminant dans toute son action. Les communistes savent que la défaite du social-impérialisme russe passe par une victoire remportée sur ses agents révisionnistes, cible principale de leurs coups dans la lutte pour l'indépendance nationale.

Jurquet, cependant, essavant de faire tenir debout son analyse métaphysique sur la contradiction principale et son activisme super-révolutionnaire «antibourgeois», cache et déforme sciemment la véritable nature du révisionnisme de Marchais. Pour Jurquet, le «PCF» n'est pas autre chose qu'un agent de la bourgeoisie française au sein du mouvement ouvrier. Pour Jurquet, le «PCF» est, et a toujours été, un parti de «gauche», mais réformis-

Et, tout en affirmant que, «à l'intérieur des rangs de la classe ouvrière l'obstacle principal à la préparation de la révolution prolétarienne, c'est la ligne révisionniste moderne des dirigeants du Parti communiste français», il prétend que le révisionnisme n'est pas la cible principale des coups des communistes «tant que les dirigeants du PCF ne sont pas détenteurs à leur tour de l'Etat capitaliste» 6

Remplacant la lutte à mort contre le révisionnisme par de simples «critiques» du réformisme ou du parlementarisme des dirigeants du «PCF», les accusant par exemple de «capituler» devant la socialdémocratie. Jurquet va faire de son «parti marxiste-léniniste unique» un nouveau détachement super-révolutionnaire au service du social-impérialisme russe. Il se distinguera de moins en moins des divers groupuscules ouvertement trotskystes qui gravitent dans l'orbite du «PCF» depuis des années, et avec lesquels il a déjà bien des points communs.

#### Parce qu'il souffre d'un anti-électoralisme étroit

Le «parti marxiste-léniniste unique» de Jurquet ne sera jamais un vrai parti marxiste-léniniste parce qu'il souffre d'un

anti-électoralisme étroit, pseudo-révolutionnaire, absolument contraire aux enseignements du marxisme.

Le marxisme nous enseigne que les communistes doivent mettre à profit les élections bourgeoises pour que, avant tout, le prolétariat fasse entendre sa voix et défende ses intérêts dans le Parlement. en plus du fait qu'il profite des conditions de propagande de masses offertes par la bourgeoisie elle-même lors des campagnes électorales. En 1912 Lénine, mettant à profit une pseudo-ouverture du gouvernement ultra-réactionnaire de Stolvpine, exhorta les bolcheviks à participer aux élections pour la IV<sup>e</sup> Douma d'Etat, faisant élire des députés bolchevi-

En France, en 1978, où il ne s'agit pas de «pseudo-ouverture» d'un gouvernement réactionnaire, mais bien d'une démocratie bourgeoise des plus «ouvertes» qui soient au monde, voilà comment la bande à Jurquet disait considérer les élections après, bien entendu, n'avoir obtenu que 28 000 voix: «Les élections ne font qu'entretenir la division de la classe ouvrière, alors que le véritable terrain est celui des luttes, c'est là que l'unité se bâtirax7.

Ou encore: «Le terrain des élections ne peut en aucun cas être le terrain décisif pour la classe ouvrière car elle y part battue d'avance» 8.

Jurquet tente ainsi de confondre, d'une manière dogmatique très «révolutionnaire», la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière – question décisive –. avec les moyens que celle-ci utilise pour y arriver.

En réalité, le véritable objectif de l'anti-électoralisme étroit de Jurquet est de cacher l'incapacité de son parti à faire élire un député, étant donné sa faible influence sur les masses. Ce n'est pas la classe ouvrière, mais lui-même qui part battu d'avance aux élections.

#### Parce qu'il viole le centralisme démocratique

Le «parti marxiste-léniniste unique» de Jurquet ne sera jamais un parti marxisteléniniste parce qu'il ne respecte pas. quoiqu'il proclame le contraire, les règles les plus élémentaires du centralisme démocratique, principe fondamental d'organisation d'un parti communiste.

Selon ce principe, tout le parti se soumet aux décisions du Congrès et la minorité se soumet à la majorité. Complètement à l'opposé de ces principes, Jurquet, tout au long de sa carrière de «dirigeant communiste», s'est toujours conduit en «grand chef incontesté», non seulement de son parti (déjà unique) mais du prolétariat français et peut-être européen.

Pour Jurquet, ce n'est pas la minorité qui doit se soumettre à la majorité, mais la majorité qui doit se soumettre à lui-même. Pour Jurquet, l'organe suprême du parti n'est pas le congrès, mais lui-même.

Cet autocratisme de Jurquet se révèle dans toute sa splendeur dans la manière dont il est arrivé à faire modifier la ligne du «PCMLF». Quand le Ite Congrès approuva un programme fondamentalement juste, et donc contraire à la ligne super-révolutionnaire qu'il défend, il ne s'v est pas conformé. A la bonne manière de Trotsky, il s'est refusé à mettre en pratique ce programme et, profitant de la situation de pseudo-clandestinité dans laquelle il maintenait le parti, il arriva par toute une série de coups - dont l'aboutissement fut le IIIe Congrès - à faire approuver sa ligne.

Voici comment l'opportuniste Jurquet «applique» le centralisme démocratique. Quand les décisions d'un congrès de son parti - donc, de la majorité du parti - ne coïncident pas avec les siennes, par un tour de passe-passe, il efface le congrès d'un coup d'éponge.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup>Lénine, Les élections à l'Assemblée constituente et la dictature du prolétariat, 1919.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup>Editorial du n.º 824, du 10 février 1978, de L'Humanité Rouge.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup>«L'avenir est ailleurs!», éditorial du n.º 27 de *L'Humanité Rouge* bimensuel, p. 3.

C'est à ces scandaleuses violations du centralisme démocratique par la direction du «PCMLF» ayant à sa tête Jurquet qu'on doit l'éloignement de nombreux camarades qui ont défendu la ligne approuvée par le II<sup>e</sup> Congrès et qui s'opposent à la ligne pro-Marchais que Jurquet est arrivé à faire approuver.

#### Parce qu'il est un gros bluff

Le «parti marxiste-léniniste unique» de Jurquet ne sera jamais un vrai parti marxiste-léniniste parce qu'il n'est qu'un gros bluff.

Pendant des années Jurquet, sous couvert de sa «clandestinité» délibérée, de son anti-électoralisme, a tenté de faire croire que le «PCMLF» était un des «grands» partis marxistes-léninistes réorganisés existant dans le monde, ayant une implantation au niveau national et une influence politique sur la classe ouvrière «remarquables».

Les élections législatives de mars dernier auxquelles, par la force des circonstances, Jurquet a été obligé de participer pour ne pas se faire taxer de gauchiste au niveau international, ont été le premier grand coup porté à cette mystification. La force des chiffres a révélé que tout le bavardage sur «la grandeur» et «l'importance» du «PCMLF» n'était que du bluff.

Comment est-ce possible que, après tant d'années d'activité et de développement organisationnel, les deux partis, réunis en un seul, n'aient pu présenter de candidats que dans 114 circonscriptions de 45 des 87 départements? Comment est-il possible que deux partis, dont les intellectuels et les étudiants constituent la grande base de recrutement aient obtenu à peine 3 000 voix dans la région parisienne?

Aujourd'hui, pour faire passer son bluff concernant la petite dimension et la faible implantation de son «grand parti», Jurquet y mélange une bonne dose de triomphalisme. C'est le cas des 28 000 voix, présentées un peu comme qui dirait «eh bien, finalement, nous avons beaucoup plus d'influence que ce que nous pensions!».

L'Humanité Rouge quotidien a toujours joué un rôle important dans le bluff de Jurquet.

Un quotidien doit être, entre les mains des communistes, un puissant instrument capable d'exercer une réelle influence dans la vie politique nationale, et il doit constituer une alternative réelle aux quotidiens de la bourgeoisie. Si cette mission ne peut pas être remplie, alors il sera sans doute plus efficace et aussi moins coûteux pour un parti encore petit d'avoir un bon hebdomadaire ou, faute de moyens, un mensuel.

Or, la réalité, c'est que L'Humanité Rouge est si loin de remplir la mission d'un quotidien, qu'on ne peut même pas le considérer comme tel; mais tout bonnement comme un imprimé de quelque huit pages — et mal fait, de surcroît — qui sort tous les jours. La raison de son existence est purement et simplement la nécessité de maintenir la façade internationale que Jurquet s'est bâtie. On ne doute pas que L'Humanité Rouge arrive plus facilement aux quatre coins du globe qu'aux quatre coins de la France.

Un parti qui, comme celui de Jurquet, montre un tel mépris pour les masses, pour ses militants et pour le mouvement communiste international, déformant, cachant ou même niant la vérité en ce qui concerne son implantation, son influence politique et sa dimension réelles, n'est certainement pas, ne peut pas être un vrai parti marxiste-léniniste.

#### Parce qu'il y en a d'autres

Enfin, le «parti marxiste-léniniste unique» de Jurquet ne sera même pas «unique», pour la simple raison que, tant qu'existeront la petite bourgeoisie et le social-impérialisme, une base sociale et une force ayant intérêt à ce qu'il y ait des partis opportunistes continueront à exister. Des partis qui contribuent à diviser encore plus la classe ouvrière et à y lancer la confusion, afin d'empêcher le développement du vrai parti communiste.

Même après l'union du «PCMLF» et du «PCRml», non seulement d'autres partis opportunistes resteront en dehors de cette salade russe, mais encore le socialimpérialisme russe en créera d'autres s'il le juge nécessaire.

En vérité, ce serait bien s'ils s'unissaient tous en un même parti opportuniste «unique». Ce serait un moindre mal.

Ceci permettrait de diminuer grandement la confusion qui règne au sein du mouvement se réclamant du marxismeléninisme en France, facilitant la réorganisation indépendante des communistes, qui n'auraient plus qu'une seule cible à viser dans leur lutte contre le révisionnisme dogmatique de «gauche».

Déjà en 1908, Lénine démontrait que, dans la société moderne, «le révisionnisme est un phénomène international». Aujourd'hui, nous en avons une preuve de plus. Le révisionnisme dogmatique de «gauche» de Jurquet, en France, a exactement la même nature et joue exactement le même rôle sur la scène internationale que le révisionnisme de Hoxha, en Albanie, ou de la bande des quatre, en Chine. A part quelques petites nuances de caractère national, il n'y a aucune différence fondamentale de ligne entre eux.

La création d'un parti «unique» en France, construit sur les mêmes thèses trotskystes super-révolutionnaires, vient ainsi également contribuer à clarifier la confusion qui existe encore au sein du mouvement communiste international, conséquence de la position centriste de Jurquet en ce qui concerne la thèse des trois mondes.

C'est pour cette raison que démasquer complètement l'opportunisme de Jurquet et de sa manoeuvre «unitaire» est aussi un devoir internationaliste des vrais marxistes-léniniste de France.

# Football et politique antichinoise ou l'Argentine et «L'Humanité Rouge»

La Coupe du monde de football qui a eu lieu en Argentine a fourni aux forces trotskystes regroupées dans le COBA! l'occasion rêvée pour dénoncer la dictature fasciste de Videla, la «caution» apportée à ce régime par les pays participant à la Coupe et pour soutenir certaines organisations politiques argentines.

## Quelle est la situation en Argentine?

L'Amérique Latine n'est plus le terrain de chasse gardée de l'impérialisme nordaméricain. La rivalité russo-américaine s'étend à tout le continent. Le socialimpérialisme qui contrôle déjà totalement Cuba, accroît son influence dans d'autres pays. La pénétration sociale-impérialiste en Amérique Latine, commencée dans les années soixante, a pris un rythme accéléré dans les années soixante dix. L'Argentine est un cas typique de l'infiltration croissante des nouveaux tsars.

Contrôlant le Cap Horn — passage de l'Atlantique au Pacifique —, l'Argentine occupe une position stratégique importante; c'est un pays d'un million et demi de kilomètres carrés, peuplé par vingt-six millions d'habitants dont quatre millions

de prolétaires, et ayant le degré d'industrialisation le plus élevé de toute l'Amérique Latine.

A la mort de Juan Perón, la politique anti-hégémoniste d'Isabel devint la cible principale des forces pro-russes. Les communistes argentins développèrent alors une politique de front uni avec de larges secteurs de la bourgeoisie libérale péroniste ayant intérêt à lutter contre le social-impérialisme très présent en Argentine depuis le passage au pouvoir du général Lanusse<sup>2</sup>, de 1970 à 1973.

Les forces pro-sociales-impérialistes. dont les révisionnistes locaux, ceux-ci bien que peu implantés dans les masses, avaient déià une certaine influence au niveau de la direction de l'économie et dans le domaine militaire. Ces forces lancèrent une offensive contre Isabel Perón, essavant de l'obliger à les faire participer au pouvoir. utilisant des personnalités politiques et militaires, comme le gouverneur de la province de Buenos Aires, le secrétaire de la CGT - créée lors du premier gouvernement de Juan Perón -, pour attaquer le mouvement péroniste de l'intérieur. Les montoneros, expulsés du mouvement péroniste du fait de leur aventurisme, l'attaquaient, quant à eux, de l'extérieur. Mais Isabel Perón, soutenue par les masses contre les diverses tentatives putschistes, ne céda pas à ces pressions. Il restait aux forces pro-sociales-impérialistes l'alternative du coup d'Etat pur et simple.

Une rébellion militaire dirigée par le secteur pro-américain lié au général Capellini fut l'occasion pour Videla, alors commandant-en-chef de l'armée, d'exiger la démission de la Présidente et de déchaîner sa propre offensive au service du social-impérialisme.

Son coup d'Etat eut lieu en mars 1976 avec l'appui des révisionnistes qui présentaient les forces arrivant au pouvoir comme liées au secteur démocratique et progressiste de l'armée, souhaitant le progrès social, menacées par la CIA, le putsch n'étant selon eux autre chose que la conséquence de l'attitude intransigeante d'« I sabel. la fasciste»...

Videla réalisa alors un accord avec Capel·lini pour se partager certains secteurs du pouvoir et fit tout ce qu'il put, lors du coup d'Etat, pour empêcher que le parti révisionniste ne soit mis hors-la-loi.

La dictature de Videla surgit donc au milieu de grandes contradictions, et c'est l'évolution de la situation politique des dernières années qui a permis à des forces impérialistes aussi antagoniques d'en arriver à concilier entre elles pour se partager le pouvoir.

Le Parti Communiste Révolutionnaire d'Argentine, interdit par Videla, estime qu'aujourd'hui il existe «une hégémonie précaire» des forces pro-sociales-impérialistes au sein de la dictature videliste et mène la lutte contre le social-fascisme installé par le coup d'Etat de mars 1976.

# L'« anti-social-impérialisme » de L'Humanité Rouge

S'alliant ouvertement à plusieurs organisations trotskystes, L'Humanité Rouge participe aux activités du COBA. Voyons de plus près les dessous de cet «antifascisme» enflammé:

Dénonçant le caractère de dictature mi-

<sup>4</sup>Numéro trois de L'Epique, avril-mai 1978.

3In L'Humanité Rouge, n.º 870, p. 6.

Par ailleurs, L'Humanité Rouge, soutenant sans principe toute organisation pourvu qu'elle se dise «de gauche», présente les montoneros comme «un groupe anti-fasciste argentin»<sup>3</sup>, sans juger utile de préciser qu'ils ont contribué à faire tomber le gouvernement constitutionnel péroniste, facilitant ainsi la pénétration du social-impérialisme en Argentine et l'ascension au pouvoir des forces à son service. On ne pourrait pas rêver mieux pour cacher la nature trotskyste de ces soi-disant «péronistes de gauche» et leur politique de valets des nouveaux tsars du Kremlin.

Mais il y a mieux encore: le COBA publie dans son organe<sup>4</sup> une lettre adressée aux révisionnistes de L'Humanité, le 5 février 1978, dans laquelle la CGT est présentée comme «une organisation au service des intérêts des travailleurs en France et dans le monde». La critique porte sur le fait que la CGT dit qu'il v a mieux à faire que le boycott. Ainsi donc. les révisionnistes sociaux-fascistes de la CGT, représentants directs du social-impérialisme, seraient des alliés dans la lutte «antifasciste» et même des défenseurs de la classe ouvrière, partie intégrante du camp des forces démocratiques! C'est bien là une position trotskyste, consistant à considérer les révisionnistes comme de simples réformistes, pas tout à fait assez

litaire et de junte fasciste du régime de Videla, criant haro sur l'impérialisme occidental dans le meilleur style trotskyste. L'Humanité Rouge masque la responsable lité que le social-impérialisme et ses agents portent quant à la terreur exercée actuellement sur le peuple argentin, et le caractère réel d'agent de Breiney de Videla, Au contraire, dans L'Epique numéro trois. iournal du COBA édité comme supplément, notamment à L'Humanité Rouge, il est dit que: «le gouvernement Giscard est devenu le principal soutien de la dictature argentine», reprenant ainsi une déclaration du mois de février 1978 de l'amiral Sanguinetti, bien connu pour ses positions pro-sociales-impérialistes.

Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Lanusse: militaire et latifundiaire qui se disait de «centre-gauche», commandant-en-chef de l'armée argentine en 1968.

«à gauche», et à prôner l'alliance «antifasciste» avec eux.

Cependant, les trotskystes de L'Humanité Rouge descendent encore plus bas. Non contents de mettre le juste mouvement d'indignation des masses contre la dictature sanglante de Videla à la remorque des trotskystes et des révisionnistes, ils apportent leur caution aux attaques contre la Chine populaire publiées dans le numéro trois de L'Epique. S'il est encore besoin de commentaires à ce brillant humour «anti-impérialiste», un petit extrait de l'article l'accompagnant peut lui servir de légende:

# NON-ASSISTANCE A PAYS EN DANGER...

«Enfin le sport 'universel' suppose un minimum de consensus entre les grandes puissances. Le sport est un facteur décisif dans la politique dite de 'coexistence pacifique'; à deux entre les USA et l'URSS, à trois maintenant avec les deux premiers, plus la Chine populaire. Cette idéologie mensongère sert à justifier la 'trève olympique', la 'grande fête de la jeunesse', le 'grand rassemblement des sportifs du monde entier', (footballeurs de tous les pays unissez-vous!).»

Sans doute est-ce pour toutes ces raisons que L'Humanité Rouge indique en page six de son numéro 861, daté du mercredi 5 avril 1978: «Nous publierons à partir d'aujourd'hui des articles ou des caricatures de ce numéro de L'Epique» (il s'agit du numéro trois), et qu'on peut lire, dans le numéro 862 de L'Humanité Rouge, en page cinq: «faites connaître 'L'Epique' (...) faites-le lire autour de vous et discutez-en avec les camarades de travail, exigez de claires prises de positions des dirigeants syndicaux....» (sic!)

Enfin, s'alignant en tout point sur les

positions trotskystes, calomniant la République Populaire de Chine, la politique de L'Humanité Rouge est une véritable trahison. C'est un coup de poignard dans le dos des vrais communistes argentins qui ont su mener une juste politique de front uni non pas avec les trotskystes montoneros et le social-impérialisme, monsieur Jurquet, mais avec les forces nationales et démocratiques argentines, et qui, aujourd'hui, sont les plus touchés par la répression vide-liste parce qu'ils sont aux avant-postes de la lutte.

# La contestation pseudo-révolutionnaire des centrales nucléaires

1 – Le développement indépendant de l'énergie nucléaire par la France sert-il, ou non, la lutte contre l'hégémonisme?

L'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité a provoqué un débat animé dans les milieux de l'information en France et dans de nombreux autres pays. A cause de l'importance du débat et de son influence dans l'opinion publique, les marxistes-léninistes ont été amenés eux aussi à se prononcer là-dessus.

Mais, pour rendre plus difficile l'éclaircissement de la position que doivent prendre les vrais communistes et mettre en pratique une juste ligne en la matière, certains partis qui se réclament du marxisme-léninisme ont pris des positions opportunistes et ont entrepris des actions pseudo-révolutionnaires qu'il est urgent de démasquer. Ainsi, alors que les marxistesléninistes intègrent, pour l'essentiel, la lutte des pays capitalistes d'Europe occidentale pour le développement de leur industrie nucléaire dans la lutte générale contre l'hégémonisme, les opportunistes luttent violemment contre l'installation de centrales nucléaires dans les pays d'Europe occidentale pour la seule raison que

ces pays sont capitalistes et gouvernés par la bourgeoisie. C'est le cas du groupe gauchiste «PCMLF», qui a adopté à son IIIe Congrès une Résolution sur la politique nucléaire de la bourgeoisie dans laquelle il est dit que le «PCMLF» «ne condamne pas l'utilisation de l'énergie nucléaire en soi, mais condamne ses conditions de mise en oeuvre dans le cadre du système capitaliste au stade impérialiste » 1. La direction opportuniste du «PCMLF» n'accepte donc pas que le développement de l'énergie nucléaire par la bourgeoisie nationale française puisse contribuer si peu que ce soit à la lutte que les pays du second et du tiers monde mènent contre le monopole nucléaire des deux superpuissances, Union soviétique et Etats-Unis.

Complètement à l'opposé de cette position pseudo-révolutionnaire, typique des gauchistes, soulignons la récente position des camarades chinois: «Le courant de développement de cette énergie [dans les pays du second et du tiers monde] ébranle vigoureusement la position du monopole nucléaire des superpuissances.»<sup>2</sup>

Les communistes n'ignorent évidemment pas que la bourgeoisie nationale française et celle d'autres pays d'Europe occidentale développent l'énergie nucléaire par intérêt. D'ailleurs, il en est de

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Résolution sur la politique nucléaire de la bourgeoisie, parue dans le n.º 826 de L'Humanité Rouge, du 14 février 1978.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> «L'utilisation de l'énergie nucléaire et la lutte contre l'hégémonisme», article paru dans le n.º 15 de Pékin Information, du 17 avril 1978.

même pour le développement industriel dans d'autres secteurs. Mais, dans la situation actuelle de la lutte de classes au niveau international, analysée d'une manière matérialiste conséquente dans la thèse des trois mondes, élaborée par Mao Zedong, c'est une grave erreur de ne pas tenir compte des forces de nombreux pays capitalistes dans la lutte contre un autre pays capitaliste plus dangereux qu'il faut abattre pour permettre à la révolution et à l'émancipation des peuples de faire un grand bond en avant. Dans ce sens, il est iuste et révolutionnaire de soutenir le déveloopement de l'énergie nucléaire en France et la coopération avec d'autres pays du second et du tiers monde.

Comme l'indique l'article de Pékin Information, «les superpuissances veulent contrôler et monopoliser, et les pays petits et movens se trouvent forcés de s'opposer à leur tentative». Le même article cite, ensuite, les déclarations de Giscard d'Estaing rejetant les pressions des superpuissances: «La France a une politique nationale de l'énergie atomique qu'elle a décidée elle-même, elle continuera a gagner la maîtrise de sa politique nucléaire.» Le fait que les camarades chinois soutiennent clairement la lutte de la bourgeoisie française pour la défense de l'indépendance nationale est certainement vu par les super-révolutionnaires du «PCMLF» comme une hérésie. Dans son ardeur «anticapitaliste». la bande à Jurquet dit que la bourgeoisie française au pouvoir «ne recherche l'indépendance, en matière énergétique comme en général. que dans la mesure où elle lui permet de faire davantage de profits»3. Par cette tirade apparemment si perspicace, le seul but des «théoriciens» super-révolutionnaires du «PCMLF» est de reieter la tactique révolutionnaire d'alliance des communistes avec certains capitalistes contre d'autres capitalistes plus dangereux - les bourgeoisies monopolistes des superpuissances, en particulier l'archiréactionnaire bourgeoisie bureaucratique russe.

La théorie et la pratique du «PCMLF»

à propos de l'utilisation et du développement de l'énergie nucléaire par la France et de la coopération avec d'autres pays du second et du tiers monde est un exemple évident de son opposition à la thèse des trois mondes.

## 2 - L'énergie est une question stratégique vitale

Le problème de la satisfaction des besoins énergétiques des pays de l'Europe occidentale est une question stratégique vitale

Autourd'hui, les pays d'Europe occidentale doivent faire face à la grave menace d'invasion et d'annexion venant du social-impérialisme et faire face au blocus des routes du pétrole que l'URSS prépare. Sans ressources énergétiques l'Europe occidentale ne pourra répondre à une menace de cette taille. Dans ce contexte. l'utilisation et le développement de l'énergie nucléaire par les pays capitalistes d'Europe occidentale prend une grande importance. L'URSS multiplie ses manoeuvres en Afrique et dans la région du Moven Orient pour obtenir des zones d'influence et s'emparer de bases stratégiques de manière à contrôler les routes du pétrole par la Mer Noire et le Cap de Bonne Espérance. L'Europe occidentale dépend de l'extérieur pour 60% de ses besoins en énergie, besoins qui sont en grande partie satisfaits par le pétrole importé par ces voies. La France, en particulier, importe pratiquement tout le pétrole qu'elle consomme. Or, dans une situation de querre ou de crise, où les flottes russes tenterant d'empêcher ou de rendre très difficile la navigation par ces routes. l'Europe occidentale devra-t-elle, oui ou non, avoir recours sur une grande échelle à la ouissance nucléaire installée sur le sol européen pour maintenir en marche l'industrie et l'économie et résister à la menace sociale-impérialiste? Bien sûr que oui. Cependant. comme le petit groupe qu'est le «PCMLF» considère que ce n'est qu'en régime socialiste qu'on peut utiliser l'énergie nucléaire.

le peuple français devrait attendre qu'un groupuscule qui n'a même pas d'audience dans la vie politique française prenne le pouvoir, pour qu'il lui soit possible alors d'utiliser l'énergie nucléaire dans la résistance à la menace impérialiste russe...

Les communistes considérent que dans la situation actuelle de la lutte de classes en France et dans le monde le neuole français doit utiliser tous les movens v compris l'énergie nucléaire qui puissent renforcer la puissance du pays. Auiourd'hui, tenter d'affaiblir la bourgeoisie nationale française et favoriser le renforcement du parti de Marchais, comme le font dans la pratique les super-révolutionnaires du «PCMLF», c'est affaiblir le peuple français dans sa lutte nationale pour l'indépendance, la démocratie et le progrès social contre ses plus grands ennemis actuellement - les nouveaux tsars du Kremlin

#### 3 — Le «PCMLF» tente de confondre les intérêts de la bourgeoisie nationale avec ceux du «PCF»

L'interprétation de la position du parti social-fasciste de Marchais par les superrévolutionnaires du «PCMLF» est non seulement trompeuse, mais encore favorable au social-impérialisme. Ils disent que le parti social-fasciste a «pris position pour le programme nucléaire de la bourgeoisie » 4, faisant croire ainsi que Marchais a les mêmes intérêts que la bourgeoisie nationale française. Or, rien n'est plus faux. Le parti de Marchais déclare soutenir la «technique d'avant garde» de l'industrie nucléaire française uniquement parce que le développement indépendant de cette technique du «super-régénérateur» met en cause les prétentions hégémonistes des Etats-Unis quant à l'Europe occidentale.

Brouillant les cartes, le «PCMLF» confond la juste lutte de la bourgeoisie nationale française dans le domaine de la technique des «super-régénérateurs» et du retraitement du combustible avec la lutte de Marchais pour, tout d'abord, isoler la France et ensuite la forcer à «collaborer» avec l'URSS. Confondant ces deux positions radicalement différentes, il occulte les véritables objectifs du parti de Marchais et nie son rôle de cinquième colonne d'une puissance super-impérialiste.

La lutte du parti social-fasciste de Marchais contre la bourgeoisie nationale française et le peuple français ne peut être gauchiste comme celle du «PCMLF». sinon il perdrait son image de parti «responsable». Les actions aventuristes et terroristes contre les centrales nucléaires sont laissées au soin des partis gauchistes, les uns dits «maoïstes», les autres ouvertement trotskystes, mais qui, au fond, servent la stratégie sociale-impérialiste. Ainsi, le fait que Marchais soutienne les aspects de la politique nucléaire de la France qui vont dans le sens de ses intérêts, n'est pas un argument pour que les marxistes-léninistes et le peuple français luttent contre l'énergie nucléaire au contraire, cela doit être démasqué en tant que tactique du parti social-fasciste pour mieux servir ses intérêts

#### 4 — L'utilisation de l'énergie nucléaire représente un progrès et pas seulement l'obtention de plus gros bénéfices pour la bourgeoisie

Les super-révolutionnaires du «PCMLF» disent que l'utilisation et le développement de l'énergie nucléaire par la bourgeoisie nationale française «est la conséquence de la recherche systématique du profit maximum» et du désir d'obtenir des «débouchés très importants (...), tant en France que pour l'exportation»<sup>5</sup>. Ces phrases apparemment justes et chargées de «marxisme-léninisme», ne correspondent pas à l'analyse marxiste de la réalité actuelle. L'aspect principal qui ressort de l'analyse marxiste orientée par la thèse des trois mondes est le fait que l'utilisation et le développement de l'énergie nucléaire dans les pays du second monde et de la collaboration de plus en plus grande de

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Résolution sur la politique nucléaire de la bourgeoisie.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>Résolution sur la politique nucléaire de la bourgeoisie.

<sup>5</sup>Idem.

ceux-ci avec les pays du tiers monde servent la lutte contre l'hégémonisme. L'aspect principal de ce problème n'est pas le bénéfice que la bourgeoisie nationale française réalise effectivement par l'utilisation de l'énergie nucléaire, mais le renforcement du potentiel économique et de l'unité des pays du second et du tiers monde contre l'hégémonisme. A ce sujet, l'article des camarades chinois déjà cité est explicite:

«Les pays du tiers monde développent la coopération sur la technologie nucléaire avec ceux du second monde, du fait du développement continu de leur économie et de l'apparition de nouveaux besoins énergétiques. Les intérêts communs dans la lutte contre le contrôle et le monopole nucléaires des superpuissances renforcent chaque jour davantage l'union du second et du tiers monde. L'époque où les supergrands maintenaient leur monopole nucléaire est à jamais révolue.»

Serait-ce que ce monopole aurait pris fin à cause de la lutte des gauchistes du «PCMLF» contre la «politique nucléaire de la bourgeoisie», et non pas à cause du développement de l'énergie nucléaire par

les pays capitalistes du second monde? Pour ce qui est de l'affirmation du «PCMLE» selon laquelle «le développement très rapide de la construction de centrales nucléaires par la bourgeoisie monopoliste est la conséquence de la recherche systématique du profit maximum», ce que nous avons à dire c'est que seuls les réactionnaires imbéciles, les ennemis du progrès n'essayent pas de mettre à profit cette source d'énergie, car ainsi que l'indique fort bien Pékin Information: «L'expérience prouve que l'éneraie nucléaire peut être plus économique que l'énergie fournie par le pétrole le charbon et le gaz naturel, et qu'elle ouvre une large perspective pour l'humanité.» Mais comme le groupuscule hippie du «PCMLF» condamne l'utilisation de l'énergie nucléaire en régime capitaliste et ne lui apporte son soutien qu'en régime socialiste, le prolétariat, le peuple français et l'humanité devraient attendre que le «grand révolutionnaire» Jurquet fasse la révolution, pour utiliser une forme d'énergie qui ouvre de larges perspectives à l'humanité. On pourrait attendre longtemps...!

# La continuité d'une politique au service du social-impérialisme

Mai 1968 — mars 1978: dix ans séparent ces deux dates marquantes dans la vie de notre peuple. Ces deux périodes expriment, de façon certainement très différente et dans des conditions elles aussi très différentes, la révolte et la lutte du peuple français contre le révisionnisme moderne, contre son véritable caractère, contre ses manifestations dans les conditions concrètes de notre pays. Ces deux combats ont révélé, pour ceux qui ont bien voulu ouvrir les yeux et regarder lucidement la réalité en face, la véritable nature d'agent du social-impérialisme russe du «PCF» et son caractère social-fasciste

#### Le rapport de forces en 1968

1968, c'était l'époque où la nature sociale-impérialiste de l'Union soviétique commencait à apparaître: pendant que se déroulaient les évènements de mai-juin, les chars russes se préparaient à mettre au pas le peuple tchécoslovaque qui luttait pour secouer le joug colonialiste russe. Si les évènements de Prague, en août 1968, ne laissaient place à aucun doute sur le véritable visage des nouveaux tsars du Kremlin, il n'en reste pas moins que le socialimpérialisme n'en était alors qu'à la fin de la première phase de son plan de conquête de l'hégémonie mondiale: jusque là, la collusion de l'Union soviétique avec l'impérialisme américain apparaissait comme l'aspect principal de sa politique et les partis révisionnistes des pays européens semblaient n'être que de zélés serviteurs des bourgeoisies occidentales, jouant parfaitement le jeu du réformisme et du compromis avec l'impérialisme américain. Telles étaient les apparences quand éclatent les évènements de Mai 1968.

# Mai 1968 – Le mouvement est tout le but n'est rien

Née de la révolte de la jeunesse étudiante d'abord, puis mouvement de grèves revendicatives de la classe ouvrière et d'autres travailleurs, une énorme vague de contestation atteint bientôt toutes les couches de la société française, plus forte cependant au sein de la jeunesse. Contestation de quoi? Mouvement vers quoi? Cela, personne ne le savait exactement.

Toujours est-il que ce mouvement spontané, sans direction politique, où coexistaient le meilleur et le pire, va être le terrain d'une dispute acharnée entre deux aspects antagoniques: les aspirations des masses à une vie meilleure, la générosité d'une jeunesse sensibilisée par les luttes des peuples du tiers monde contre l'impérialisme et le colonialisme, par la Révolution Culturelle chinoise, et la haine du révisionnisme - d'une part: l'idéologie révisionniste sous toutes ses formes v compris - ce qui à l'époque n'apparaissait guère et ce qui est loin d'être évident pour tout le monde maintenant - l'idéologie petite-bourgeoise radicale allant du pseudomaoisme à l'anarchisme, en passant par le trotskysme et l'anarcho-syndicalisme — d'autre part. Au niveau du mouvement de masses, le résultat en sera la confusion idéologique et politique que l'on connaît, une révolte très forte, quoique inconséquente, dans plusieurs couches de la société, contre le parti révisionniste qui, parce qu'il attaque frontalement et de manière particulièrement répugnante le mouvement de masses, commence à être perçu comme social-fasciste. Enfin, après la retombée et à cause du manque de perspectives politiques, une énorme amertume et finalement le retour dans le giron révisionniste.

# La tactique du «PCF» — Qui fait le jeu de qui?

Quelle est la ligne de conduite adoptée par le parti révisionniste à l'époque?

L'irruption soudaine du mouvement ouvrier sur la scène nationale ouvrant une crise politique, le «PCF» va alors tenter d'en tirer tout le profit possible pour servir la stratégie du social-impérialisme qui convoite l'Europe. En même temps qu'il manoeuvre les groupes gauchistes, qui du reste n'y voient que du feu, tout en les critiquant, le parti révisionniste va faire porter tous ses efforts à cette époque pour obtenir une alliance avec la social-démocratie.

Cette solution était alors la meilleure étant donné la conjoncture politique. En effet. la social-démocratie, voulant récupérer à son compte la vague anti-«PCF» et voler de ses propres ailes, était tentée par une solution de troisième force - ni De Gaulle, ni «PCF» -, dont l'attitude de la CFDT pendant un certain temps et l'opération de Mendès-France à Charléty sont un exemple. Il fallait en même temps la récupérer et la lier par une alliance solide en lui faisant miroiter une victoire électorale qui allait être obtenue à coup sûr, grâce au «grand appui de masses» qu'avait engrangé le «Parti Communiste» par son attitude «responsable» au milieu de toute cette anarchie gauchiste irresponsable. D'autre part, les révisionnistes continuaient, tout en préparant activement la solution de rechange au gaullisme.

à jouer le jeu de la bourgeoisie au pouvoir... quand c'était payant pour leur politique, par des attaques sociales-fascistes contre le mouvement de masses, en lançant dès le début des appels à une répression effrénée sur le mouvement étudiant.

C'est ainsi qu'il faut comprendre leur «trahison des intérêts de la classe ouvrière et de la révolution» tant clamée par les Jurquet et Cie. C'est ainsi qu'il faut voir leur attitude envers le mouvement de la jeunesse qui échappait à leur contrôle. Leur tactique: minimiser sinon étouffer le mouvement étudiant, à l'origine de remous sociaux qui, à l'époque, desservaient leurs objectifs: reprendre en mains le mouvement ouvrier en le ramenant dans le droit chemin des négociations syndicales où ils devaient à tout prix rester hégémoniques - pour cela mettre au pas les centrales syndicales de la social-démocratie. CFDT et même SFIO qui, voyez-vous ca, dépassaient la CGT sur sa gauche; enfin. puisqu'il fallait bien que tous ces «enragés» aillent voter, nouer une grande alliance électorale avec la social-démocratie.

#### Le «réformisme» du «PCF» – L'arbre qui cache la forêt

En 1968, les révisionnistes n'atteignirent pas leur objectif, et les élections du mois de juin se soldèrent pour eux par un échec retentissant et par une reprise en mains spectaculaire de la situation par les gaultistes. Mais la poursuite de cette tactique leur permit, quatre ans plus tard, d'atteindre leur but. En 1972, la socialdémocratie finissait par signer le Programme commun, pacte de gouvernement.

Dès lors, ayant mis en place la stratégie leur permettant d'arriver à leurs fins: le «gouvernement d'union démocratique ouvrant la voie au socialisme», les forces pro-sociales-impérialistes en France vont faire porter tous leurs efforts à convaincre l'opinion publique, à présenter ce programme de gouvernement comme la solution à tous les problèmes, à en faire le pivot de toute leur politique sociale, la voie royale — et obligatoire! — du mouvement ouvrier vers le «socialisme».

Cette stratégie du parti révisionniste est la clé de voûte de tout l'édifice liant la social-démocratie aux objectifs du socialimpérialisme. Elle constitue la voie de pénétration du social-impérialisme dans notre pays. C'est ainsi qu'il faut comprendre le «réformisme» du parti de Marchais.

# 1978 — reprendre l'hégémonie dans «l'Union de la gauche»

Entre 1968 et 1978, la situation a évolué. Le social-impérialisme russe a pris l'offensive stratégique et son plan global pour dominer le monde se concrétise de jour en jour.

En ce qui concerne la France, on a assisté à un «étrange» revirement à la veille des élections législatives de mars dernier: la rupture de «l'Union de la gauche», alors que la victoire électorale parassait toute proche, par une campagne effrénée contre le PS, rupture dont l'objectif était double: d'une part, mieux servir la stratégie du Kremlin qui préfère. pour le moment, faire alimenter son effort de querre par d'avantageuses relations avec la France de Giscard d'Estaing, plutôt que de devoir apporter son «aide désintéressée» à la France de Marchais et Mitterrand: d'autre part, mettre au pas, une fois de plus, la social-démocratie. En effet, celle-ci, forte de son score électoral aux élections cantonales de 1976 et aux municipales de 1977, ce qui lui donnait la première place au sein de «l'Union de la gauche», manifestait des velléités d'indépendance, cherchant à sortir de cette voie de soumission aux intérêts du Kremlin.

Ce fut alors la campagne de pressions et de chantage aux complexes de droite lancée contre le PS. En payant le prix fort — laisser la victoire électorale aux forces de la bourgeoisie nationale —, cela permettait aux révisionnistes de porter un rude coup au désir d'indépendance des forces démocratiques au sein du PS.

Actuellement le parti de Marchais se bat pour atteindre cet objectif: ressouder une union avec la social-démocratie, où il dominera. Comme en 1968, il va tout faire pour regagner l'hégémonie au sein des masses, pour utiliser celles-ci comme troupe de choc pour mener à son terme cette politique. Suscitant ou utilisant les divers mouvements revendicatifs, il va tenter de les utiliser comme monnaie d'échange pour accentuer sa pression sur la social-démocratie.

Par delà ses apparentes contradictions et ses revirements, l'objectif du parti révisionniste apparaît clairement, pour peu qu'on se donne la peine d'y regarder de près. Il joue parfaitement, comme il l'a toujours fait, son rôle de cinquième colonne du social-impérialisme russe: préparer la route des tanks russes quand Brejnev jugera le moment venu de s'emparer de l'Europe.

#### SOMMAIRE DU N. 1

- 5. Editorial Les questions actuelles du communisme en France
- 8. Manifeste pour la reconstitution du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)
- 10. Quel est l'ennemi principal du peuple français?
- 16. Les principaux partis de la vie politique française et la conjoncture mondiale actuelle
- 26. Les manoeuvres «théoriques» de Jurquet à propos des déclarations de Deng
- 33. Quelques expériences à ne pas recommencer
- 35. Défendre le camarade Hua Guofeng c'est défendre Mao Zedong
- 37. L'expérience de l'étranger La deuxième réorganisation du parti en Italie

#### SOMMAIRE DU N.º 2

- 5. Jurquet n'a rien à envier à Marchais
- 7. Project de statuts du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste)
- 13. Les communistes et les élections
- A propos des dernières élections Les manoeuvres du Kremlin et leurs conséquences dans la vie politique française
- 28. Jurquet: «l'antirévisionniste» se révèle comme un appendice de Marchais
- 33. Le «PCMLF» contre l'unité de l'Europe occidentale
- Léon Trotsky, un professeur par la négative Les super-révolutionnaires, trotskystes de notre époque
- 39. Textes donc nous conseillons la lecture
- 40. «Brigades Rouges», Berlinguer deux faces d'une même médaille
- L'expérience de l'étranger Le Parti Communiste de Portugal (marxiste-léniniste) et la politique de front uni

#### **Abonnements**

4 numéros: 20 F, par chèque bancaire ou mandat à l'ordre de Didier Racine – 49, rue Sébastien Mercier – 75015 PARIS